Critiques de l'économie politique

nouvelle série nº 7-8

Crises

Petites et grandes crises Histoire et théories des crises Crise et sections de production Crise et combativité État et crise

> revue trimestrielle avril-septembre 1979

Hugues Bertrand

Le régime central d'accumulation de l'après-guerre et sa crise Enseignements d'une étude en sections productives sur la France de 1950 à 1974

Critiques de l'économie politique nouvelle série n° 7-8, 1979

Le régime central d'accumulation de l'après-guerre et sa crise

Enseignements d'une étude en sections productives sur la France de 1950 à 1974

Hugues Bertrand

L'époque de la croissance « facile » d'après-guerre s'éloigne peu à peu. La « crise », les difficultés actuelles qui l'accompagnent et servent à la caractériser deviennent une donnée utilisée par les uns, subie avec résignation ou colère par les autres, mais assez largement acceptée et façonnant de plus en plus les attitudes des individus, des groupes sociaux et de leurs organisations diverses. Les conséquences, les bouleversements économiques, sociaux, politiques engendrés par cette situation sont cependant bien loin d'être arrivés à maturité : on n'en observe encore que les premières pousses.

Il est tout de même étrange qu'un phénomène porteur de telles mutations soit simplement considéré comme une donnée imposée par les faits dont on est incapable de comprendre l'origine profonde; des potions miracles sont administrées avec fermeté et assurance par des gouvernements et les économistes qui leur sont associés, dont la vertu est précisément d'être incapables, à partir des instruments qu'ils utilisent, de donner un début d'explication des événements actuels. Gis-

card, Barre, Ceyrac pour ne citer que ceux-là: trois médecins dignes de Molière qui distribuent à profusion remèdes radicaux et pilules amères à un malade dont ils ne connaissent pas la maladie. Les économistes keynésiens sont écartés alors qu'on attribuait très sérieusement, jusqu'au début des années soixante-dix, à leurs recettes la prospérité de l'après-guerre. Ce sont maintenant les économistes « libéraux » qui relèvent la tête et proposent un peu partout d'en revenir aux bonnes vieilles méthodes d'avant 1929 dont on avait pu alors remarquer la remarquable efficacité... Il peut sembler paradoxal que, face à la crise, les économistes qu'on va chercher soient précisément ceux qui évacuent la possibilité des crises!

En vérité, les instruments d'analyse dont disposent tous ces économistes ne permettent pas de concevoir ne serait-ce que l'idée de crise. Pour les « libéraux » (ou néo-classiques), les marchés régulent tout en dernier ressort; pour les keynésiens (et néo-keynésiens), seuls des dérèglements conjoncturels sont possibles, que des erreurs de politique économique peuvent entretenir plus ou moins durablement.

Force est, dans ces conditions, de se tourner vers les écoles marxiennes, en espérant y trouver des schémas et des explications sinon plus assurées, du moins ayant le mérite de vouloir exister et être confrontées aux faits économiques. Ces écoles ont, en effet, en commun de concevoir les crises non comme des exceptions ou la conjugaison de nombreux événements indépendants et extraordinaires, mais comme éléments sinon permanents du moins ordinaires du fonctionnement des économies capitalistes. Malheureusement, de ce côté aussi, il est difficile de ne pas déchanter.

En effet, s'il est vrai que les méthodes utilisées paraissent a priori plus sérieuses, mieux fondées, et ne pas souffrir trop des reproches adressés aux écoles précédentes, il n'en demeure pas moins qu'on ne voit guère s'y amorcer analyses et explications convaincantes des faits actuels.

C'est que la plupart de ces écoles semblent avoir une forte tendance à établir des théories qui justifient ou étayent des pratiques ou des engagements politiques, plus qu'elles ne les fondent. Elles ont, en particulier, une grande répugnance à se confronter aux faits économiques et à reconstruire en permanence leurs schémas en conséquence. Ce sont trop souvent les faits et les observations qui sont reconstruits, et avec quelle liberté, pour justifier les théories, avec d'autant plus de facilité qu'ils sont passés. Cette pratique est rendue aisée par l'utilisation d'un cadre très général et synthétique d'apparence marxiste, dont on ne cherche pas trop à éprouver la rigueur, les lacunes ou les contradictions, qui permet d'intégrer et de réinterpréter avec une remarquable facilité l'ensemble des faits dans un canevas suffisamment souple et large pour présenter une apparence de cohérence et de solidité théorique.

On ne saurait donc parler aujourd'hui de l'existence d'une théorie générale marxienne du fonctionnement économique de la société: il y a des prémisses brillantes, remarquablement fondées par Marx, des principes d'analyse et d'interprétation des faits économiques assez convaincants, un grand nombre d'intuitions, anciennes ou contemporaines, séduisantes, un mode d'investigation et d'organisation de l'observation sociale et économique beaucoup moins réducteur et clos sur lui-même que ne l'est celui de la science économique dominante et installée. Mais il n'y a pas de théorie ou de théories construites, cohérentes, rigoureuses (c'est-à-dire dont on connaisse les conditions de validité) permettant de hiérarchiser et de structurer l'ensemble des observations et des intuitions proposées, à savoir, d'une part, distinguer, au moins en théorie, le principal du secondaire; d'autre part, permettre une confrontation un tant soit peu quantifiée aux faits économiques quantifiables. Il y a donc de nombreux discours théoriques marxiens ou marxistes, dont certains sont reconnus comme contradictoires tandis que le doute subsiste pour d'autres, des concepts innombrables auxquels il est fait quotidiennement référence sans qu'on prenne le temps (ou le risque ?) de leur attribuer une mesure. La mesure des concepts marxistes est d'ailleurs l'objet d'une sorte de tabou, tant les difficultés et les présupposés théoriques sont considérés comme infranchissables puisque l'on traite de l'essence et non de l'apparence des phénomènes. Transgresser ce tabou est une sorte d'insoumission ou de renoncement à la vérité première de la gnose marxiste. Le résultat en est un flou remarquable dans les concepts eux-mêmes comme dans leur organisation dans une théorie générale; et, lorsqu'on essaie de mettre un peu de clarté dans cet ensemble remarquable mais encore flottant, on constate que les auteurs, les penseurs ou les praticiens marxistes ne parlent pas de la même chose, mettent derrière les mêmes mots et les mêmes concepts des réalités économiques différentes, tandis qu'ils les organisent et les quantifient implicitement de manière également variable.

L'objet de l'étude qui suit est précisément de confronter un outil important de l'analyse macroéconomique marxiste aux faits économiques et à la quantification sur longue période (1950-74) en France. Il s'agit, d'une part, de montrer que ces concepts demeurés flous sont pourtant bel et bien quantifiables, d'autre part d'en établir le bien-fondé et l'intérêt, afin d'en utiliser la richesse et la nouveauté pour comprendre l'évolution économique en France depuis la dernière guerre et pour mieux préciser, autant que ces instruments le permettent (et il me paraît qu'ils peuvent aider à le faire), l'origine des difficultés actuelles, telle que l'on peut l'appréhender en France tout au moins.

I. Le concept de section productive

Depuis déjà longtemps, les économistes marxistes (mais pas uniquement eux) recourent fréquemment pour étayer leurs analyses au concept de « sections productives » (sous des appellations diverses : secteur, section, etc.) issues des fameux « schémas de la reproduction » de Marx. Il s'agit de distinguer entre les activités économiques concourant à produire des biens de production qui s'échangent contre des revenus du capital accumulés, c'est-à-dire des profits réinvestis (section 1 : biens de production), et les biens de consommation qui s'échangent contre les revenus du travail (salaires) ou des profits consommés (section 2 : biens de consommation).

Ce mode de regroupement est justifié par l'idée centrale que ces deux types essentiels d'activités sont fondamentalement différents tant dans leur fonction que dans leurs conséquences économiques, et cela de plusieurs points de vue. D'une part, la section 1 produit des biens de production qui s'échangent par nature contre des profits accumulés, c'est-à-dire contre du capital donnant lieu à accumulation et à valorisation, c'est-à-dire à de nouveaux profits, tandis que la section 2 pro-

duit des biens de consommation dont l'usage est soit la reproduction des travailleurs (et de leur force de travail), soit la consommation des classes possédantes et des diverses parties improductives de la société (défense, administration, etc.), c'est-à-dire qu'ils s'échangent contre des revenus du travail (salaires) ou des profits non directement accumulés. Il y a donc un lien étroit et direct entre les conditions de la reproduction du système, la poursuite de l'exploitation capitaliste qui en est le cœur et la structure de l'appareil productif ainsi regroupé, qu'il s'agisse du niveau ou de l'évolution à court, moyen ou long terme. Par ailleurs, les transformations productives de la section 2 (biens de consommation) jouent un rôle important dans la dynamique de la section 1 (biens de production) par le biais d'une extension plus ou moins rapide de ses débouchés (accumulation dans la section 2), alors que la section 1 exerce principalement son poids sur les caractéristiques productives de la section 2 (coût et productivité des équipements par exemple), et d'une manière secondaire et limitée sur ses débouchés (salaires dans la section 1). Il y a donc une dissymétrie profonde entre les deux sections et une hiérarchisation consécutive de l'appareil productif, l'une des sections (la section 2) étant, en quelque sorte, en aval de l'autre (la section 1). De ce fait, le développement de chacune des deux sections (croissance, productivité, alourdissement, etc.) n'a pas les mêmes conséquences ni sur l'évolution de l'appareil productif dans son ensemble ni sur les grands mécanismes de la reproduction capitaliste et les grands « équilibres » macroéconomiques. A titre d'exemple, des gains de productivité dans la section 1 exercent une influence très différente (dévalorisation d'une partie du capital installé, diminution éventuelle du coût de l'investissement se traduisant par une baisse progressive des coûts de la section 2) de gains de productivité dans la section 2 qui se traduisent immédiatement par une diminution du coût de reproduction de la force de travail, et seulement indirectement, à travers la mise en œuvre du travail salarié, par une baisse des coûts dans la section 1, donc des biens d'équipement et de l'investissement dans l'une et l'autre section, etc. De même, l'alourdissement des conditions de production n'a pas les mêmes conséquences selon qu'il a lieu dans l'une ou l'autre section.

Dans ces conditions, il est facile de comprendre que, à supposer que l'on soit capable de répartir effective-

ment les activités économiques dans un système sectionnel, l'une des sections s'identifiant au capital, à l'accumulation et à l'investissement, l'autre à la consommation et à la reproduction des classes laborieuses, on dispose d'un instrument puissant pour lier, dans un système macroéconomique contraignant et précis, système productif (ses caractéristiques et son évolution), rentabilité, formation et niveau des salaires et épargne, prix relatifs. Alors que la plupart des schémas macroéconomiques traditionnels, à un ou à plusieurs secteurs. ne permettent pas d'analyser les conséquences macroéconomiques des transformations du système productif, ni d'établir un lien, autre qu'économétrique, entre taux de rentabilité et taux de salaire, les schémas sectionnels peuvent répondre spontanément à ces questions, à condition, bien sûr, que soient clairement établies (donc en particulier un minimum formalisées) les contraintes fortes qu'ils font apparaître, et que les autres schémas font, eux, disparaître¹.

^{1.} C'est bien ainsi que l'entendent bon nombre d'auteurs marxistes (ou apparentés) qui utilisent à profusion des raisonnements de type sectionnel pour étayer leurs raisonnements et leurs analyses économiques. Cela a commencé il y a bien longtemps avec Ricardo, me semble-t-il; à une époque où la distinction allait presque de soi parce qu'elle reposait sur une observation concrète aisée : le blé servait à nourrir les hommes, pas à faire tourner des machines, et constituait une part essentielle de leurs dépenses. Mais ricardiens classiques ou néo-ricardiens actuels, bien que distinguant bienssalaires et autres biens, n'ont pas, à ma connaissance, cherché à approfondir leurs concepts et leurs instruments d'analyse sous la forme d'une théorie sectionnelle de la croissance (ou de la stagnation!). Cela est peut-être dû au fait qu'une conception relativement circulaire de l'économie les amène à mettre moins l'accent sur le problème de l'accumulation que sur la distinction entre biens ordinaires (panier de l'ouvrier) et biens de luxe. En tout état de cause, leurs travaux sont toujours restés très théoriques. Marx a été le premier à utiliser de manière systématique l'analyse en sections, d'une manière cependant incomplète, et non sans ambiguïté, passant d'exemples chiffrés micro-économiques à des considérations d'ensemble sur la reproduction élargie et les crises (de suraccumulation). Si les intuitions sont puissantes, et demeurent, leur utilisation reste inachevée dans son œuvre. Rosa Luxemburg a théorisé les schémas de la reproduction et crut avoir démontré l'impossible développement du capitalisme sur lui-même, la nécessité de l'impérialisme et de la crise impérialiste. Un auteur comme Haberler, contemporain de Keynes, formule une théorie des cycles fondée sur un fonctionnement de l'économie en deux sections, définies d'une manière proche de celle proposée ici. Dans les temps actuels, un auteur comme E. Mandel fonde l'essentiel de ses grandes explications historiques du développement et de l'évolution du capitalisme sur des analyses sectionnelles

Deux axes principaux s'ouvrent aux recherches : d'une part, l'approfondissement théorique des éléments de formalisation d'un modèle d'accumulation-répartition sectionnel et de la théorie des cycles (ou des crises?) correspondante, d'autre part l'organisation d'un système d'information, c'est-à-dire d'un cadre d'analyse statisti-

et, en particulier, l'influence différenciée du progrès technique dans les deux grandes sections. M. Aglietta croit pouvoir esquisser une théorie des cycles à partir de l'idée intuitive d'un « autodéveloppement de la section 1 des biens de production ». Les travaux actuels de C. Palloix et de l'équipe de l'I. R. E. P. sur l'internationalisation des systèmes productifs et leur hiérarchisation reposent également sur une compréhension sectionnelle de la croissance économique. De manière plus générale et plus ordinaire, le problème « stratégique » des biens d'équipement pour le marché intérieur ou pour l'exportation est évoqué quotidiennement dans les journaux, économiques ou

non, et jusqu'à la télévision.

Ces analyses ont en commun de reposer sur des prémisses et des intuitions qui peuvent être ramenées, en gros, à celles qui ont été proposées ci-dessus pour justifier la décomposition sectionnelle. Mais elles ont également, et malheureusement, en commun d'en rester principalement là tant au niveau théorique qu'à celui de la connaissance concrète et statistique. Il est vrai qu'il y a eu des tentatives, en général peu connues (et je ne les connais certainement pas toutes). Ainsi en est-il de certaines recherches de l'I. R. I. S. (université Paris-Dauphine) ou de quelques aspects de travaux de M. Aglietta dans sa thèse, et surtout de ceux de C. Palloix. Mais ou bien il s'agit de tentatives très partielles (cf. M. Aglietta), et à ce titre insuffisantes ou peu convaincantes, ou bien elles n'ont pas débouché sur une interprétation globale suffisamment simple pour pouvoir donner naissance à des raisonnements et à des schémas à la fois complets et souhaitables, ou bien encore elles se sont égarées. Ainsi, les travaux de C. Palloix et de l'I. R. E. P. sont, à mon sens, enfermés dans une conception technologiste et industrialiste de l'analyse sectionnelle. Chez cet auteur, par exemple, les « biens d'équipement pour biens d'équipement » sont les industries de biens d'équipement dans le sens le plus restrictif du terme, ayant pour débouché les industries de biens d'équipement. On en reste, en définitive, au concept de branche en hiérarchisant plus ou moins heureusement les branches selon leur dominante sectionnelle. On débouche donc bien sur une hiérarchisation de l'appareil productif dans une optique sectionnelle, mais elle demeure partielle, limitée aux seules activités industrielles, fondée sur des critères technologiques, et ne permet pas de déboucher, en dépit de son grand intérêt, sur une analyse macroéconomique sectionnelle. Cela est tellement vrai que toutes les tentatives d'application statistique de l'appareil conceptuel ainsi produit sont demeurées bâtardes, insuffisantes, non généralisables. Un auteur est allé plus loin dans l'effort de théorisation, B. Billaudot, mais sa recherche demeure encore inachevée et n'a pas débouché sur la construction d'un système d'observation statistique systématique de longue période. L'objet du travail qui suit n'est pas de porter la critique aux chercheurs engagés sur les mêmes terrains d'investigation mais de proposer une démarche permettant d'avancer plus loin dans une voie qui me paraît prometteuse.

que, en sections productives, permettant de savoir enfin de quoi on parle, et si les raisonnements soutenus par les uns et les autres sont fondés; j'ai choisi de donner la priorité au travail statistique. C'est ce dernier axe qui a été privilégié ici car c'est de l'observation concrète de la croissance sectionnelle passée que peut résulter une construction théorique fondée non sur des présupposés, mais sur l'interprétation des faits ainsi conceptualisés.

On pourra constater, au vu des résultats, qu'ils apportent déjà par eux-mêmes un éclairage sur la période passée de croissance économique rapide, ses caractéristiques essentielles, sa dynamique, et qu'ils permettent de commencer à poser certaines questions d'une manière renouvelée sur les origines de la crise. Enfin, ils infirment bien des présupposés habituels sur les caractéristiques des « sections productives ». Ainsi la tendance à l'autodéveloppement de la section 1 qui fonde certaines analyses de M. Aglietta ne paraît guère recevable dans sa présentation actuelle, de même le présupposé sur la lourdeur de la section 1 relativement à la section 2 (I. R. I. S.) appartient apparemment au passé, tout comme l'idée d'une croissance plus rapide de la productivité dans la section des biens de production.

II. La méthode de construction des « sections productives »

1. Préliminaire conceptuel : la notion de bien de production

Une première remarque s'impose ici : paradoxalement, les auteurs qui recourent au concept de « section productive » se gardent bien en général d'en définir les contours précis dans le système productif. Marx en reste à une conception micro-économique : les biens de production (biens d'équipement et biens intermédiaires) acquis par une entreprise pour mettre en œuvre la force de travail. Il élargit ensuite les analyses faites à ce niveau micro-économique, à l'ensemble de l'économie. Or ce qui est travail vivant, ou capital variable, ou dépense de salaires, pour une firme est tra-

vail mort, ou capital constant, ou dépense de capital, pour la firme située en aval, de sorte que le problème de l'agrégation ne saurait se réduire à une simple addition; il y a lieu de définir ce qu'on entend par bien de production et bien de consommation au niveau macroéconomique. L'idée retenue, en général, par les auteurs marxistes est alors la suivante : les biens d'équipement et les biens intermédiaires sont des biens de production, et forment la section 1; le reste est bien de consommation et forme la section 2. Cette idée, apparemment séduisante, est irrecevable, car, tous les biens fonctionnant comme biens de production jusqu'à leur sortie définitive du système productif pour alimenter la consommation finale, il n'v aurait plus qu'une gigantesque section des biens de production comprenant l'ensemble des activités économiques, la section 2 des biens de consommation disparaissant totalement ou restant réduite à la livraison finale des biens à la consommation. Ainsi engagée, la discussion risque d'être sans fin, et il est donc nécessaire pour avancer de revenir à l'obiet de la décomposition en sections qui est de comprendre la formation de la valeur des marchandises entrant dans la reproduction de la force de travail et la consommation des classes aisées, et celle des marchandises entrant dans les biens de capital, pour les confronter ensuite au circuit des revenus correspondant.

Le système de classification retenu ici est très simple. Les activités économiques de production de biens d'équipement relèvent de la section 1, celles de production de biens de consommation relèvent de la section 2. La production de biens intermédiaires relève, quant à elle, de la section 1 de biens de production lorsque ces biens sont incorporés à la fabrication de biens d'équipement, de la section 2 lorsqu'ils sont incorporés à la fabrication de biens de consommation. Les activités de transport, de commercialisation, de services relèvent de la section 1 ou 2, selon le même principe. Les activités intermédiaires sont donc éclatées et réparties entre les deux sections d'une manière logique : celles qui servent à la production, au transport, à la réalisation des biens d'équipement, concourent à la formation de la valeur ou du coût de ces biens et font partie de la section 1 au même titre que celles qui lui sont directement affectées; et le même critère de classement affecte une partie des activités intermédiaires à la section 2 des biens de consommation, ce qui est normal puisque leur

valeur, ou leur coût, se transmet totalement et directement, au cours d'un seul cycle de production, aux biens de consommation produits et réalisés pendant la période couverte. Pour aller jusqu'au bout de la méthode, il conviendrait alors d'affecter la partie non réalisée (stockée) de la production de la section 2 à la section 1. puisqu'il s'agit de biens qui, n'étant pas encore sortis du système productif, restent des biens de production. Dans le cadre de ce travail, par souci de simplicité méthodologique et statistique, s'agissant d'une première recherche déjà lourde, il n'a pas été procédé à cette dernière opération de sorte qu'on a seulement procédé à l'éclatement des activités intermédiaires et des autres activités non directement productives entre les sections 1 et 2. C'est pour rappeler ce fait que la section 1 a été baptisée section des biens d'équipement et non des biens de production; mais il convient de se souvenir que la section productive ainsi constituée comprend, comme celle des biens de consommation, toutes les activités intermédiaires et autres concourant directement (au cours d'un seul cycle d'exploitation) à la productionréalisation des marchandises correspondantes².

a) La reproduction non marchande

b) Les activités marchandes non capitalistes

c) Consommation, redistribution, rente foncière

d) Faux frais collectifs

^{2.} D'autres points de méthode doivent être évoqués.

Qu'il s'agisse du rôle de l'État dans la formation du capital collectif ou dans la consommation collective, qu'il s'agisse de la part prise dans la reproduction de la force de travail par l'activité domestique, ces points n'ont pas été pris en compte dans le cadre de cette étude. Il ne s'agit pas d'une position de principe, ni même de l'idée que ces phénomènes seraient secondaires ou sans grand intérêt, mais de la nécessité, faute de temps et de moyens, de commencer par l'étude du noyau capitaliste du système productif.

Elles ne sont pas distinguées des activités capitalistes non par principe, encore une fois, mais par souci de simplicité, en raison de lacunes statistiques également : impossibilité de distinguer, par exemple, le capital fixe des entreprises individuelles des autres, etc.

La consommation des ménages doit être entendue au sens large de réalisation de la production. Ainsi les logements ne sont pas « consommés » pendant la durée de leur existence, mais au moment de leur acquisition. Il n'est pas tenu compte des opérations de redistribution liées aux locations interménages, ni d'une manière plus générale des diverses formes de rente, en particulier, point central, de la rente foncière.

Une section particulière des « faux frais collectifs » a été constituée pour prendre en compte certaines dépenses importantes non affectables des administrations. Il s'agit, en particulier, des dépenses militaires.

2. Le traitement du commerce extérieur

Les raisonnements précédents ont été menés dans le cadre d'un système économique clos. Et le cadre d'analyse sectionnelle apparaît, à première vue, comme devant s'appliquer principalement, voire uniquement, à un ensemble économique fermé. Il peut donc paraître absurde, et de surcroît impossible, de se livrer à de telles constructions et analyses sur un pays largement ouvert aux échanges extérieurs comme la France. Je voudrais montrer ici qu'une telle construction demeure possible, et l'examen des résultats montre, en outre, qu'elle permet de disposer d'un cadre particulièrement intéressant d'analyse de l'internationalisation du système productif, de ses phases et de ses caractéristiques.

L'idée centrale est la suivante : ce qui est exporté ne présente aucune caractéristique permettant de le classer dans un système sectionnel national, c'est-à-dire par rapport à un usage interne, accumulation ou consommation. En revanche, les importations peuvent être classées dans une telle nomenclature selon qu'il s'agit de biens de production ou de consommation. Ces importations impliquent de se procurer les moyens internationaux équivalents (devises). Ce qui permet cette acquisition, ce sont principalement les exportations de biens et services. Par rapport au système productif national, à la reproduction économique intérieure, le coût des importations en travail et moyens de production n'est donc pas celui d'origine, en fait indifférent, mais celui des exportations, c'est-à-dire des activités productives intérieures qui permettent l'acquisition de biens importés selon des modalités (« termes de l'échange ») qui sont ce qu'elles sont, mais dont seul le résultat ici importe. Si l'on préfère, les caractéristiques productives des importations n'ont de poids et de sens pour la reproduction économique nationale que dans ce qu'il en coûte effectivement au pays, à savoir les exportations correspondantes. Le coût des importations, ainsi mesuré avec un instrument de référence intérieure, n'est autre que celui des exportations. Il y aurait alors lieu normalement de tenir compte du déséquilibre éventuel des échanges extérieurs. Pour des raisons de simplicité, ce n'est pas ce qui a été fait dans la suite.

L'instrument statistique de base est le tableau d'échanges interindustriels (T. E. I.) et la matrice de « contenu en importation » de chaque poste de ce tableau.

Chaque « branche » du T. E. I. est fractionnée au prorata de ses livraisons à la consommation productive d'autres branches, à l'investissement des entreprises, à la consommation des ménages, à l'exportation. Les caractéristiques productives des branches (effectifs, valeur ajoutée, F. B. C. F., capital) sont alors ventilées selon la même clé de répartition et additionnées à celles des autres branches participant des mêmes fonctions macroéconomiques. Il s'agit d'une répartition « en ligne », selon l'usager (entreprise, ménage, extérieur) des caractéristiques productives des branches. Celles-ci sont ensuite sommées en colonne, ce qui fournit les caractéristiques productives des sections3. L'inversion du tableau (T. E. I.) permet ensuite de répartir les consommations productives (section intermédiaire) selon leur fonction macroéconomique. Enfin, les caractéristiques productives des activités exportatrices (section exportatrice) sont ventilées entre sections des biens d'équipement et de consommation au prorata de la répartition sectionnelle des importations.

L'hypothèse de base de la méthode est donc l'homogénéité des caractéristiques productives des branches selon la destination finale des produits correspondants.

De plus, si la section 2 produit des biens de consommation qui sortent, par définition, du circuit économique tel qu'il est ici représenté, il n'en va pas de même des biens d'investissement produits par la section 1 qui doivent être, eux, répartis proportionnellement à la F. B. C. F. de chaque section (S\(^1\) biens d'équipements pour la section des biens d'équipement, S\(^1\) biens d'équipement pour la section des biens de consommation).

^{3.} Notons que les caractéristiques de la branche commerce ont été réparties d'abord entre les branches proportionnellement aux marges commerciales par produit, puis selon la même méthode que les branches correspondantes.

L'ensemble des divisions sectionnelles retenues peut être résumé dans le double schéma ci-dessous, avec les symboles suivants :

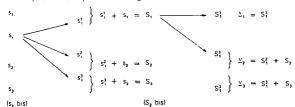
- S₁ petite section (ou section finale) des biens d'équipement (be) S, petite section (ou section finale) des biens de consommation (bc) S_3 petite section (ou section finale) exportatrice (ex.) S_{i} section intermédiaire (bi) S¹ sous-section des biens intermédiaires pour les biens d'équipement S_i^2 sous-section des biens intermédiaires pour les biens de consommation sous-section des biens intermédiaires pour les biens exportés grande section des biens d'équipement (BE) grande section des biens de consommation (BC) S_3 grande section exportatrice (Ex.)
- S1 biens d'équipement pour la grande section des biens de consommation

biens d'équipement pour la grande section des biens d'équipe-

- S₁ biens d'équipement pour la grande section exportatrice
- α part des biens d'équipement (y compris intermédiaires pour équipement) dans les importations

L'utilisation de barres supérieures (\overline{s}_1 , \overline{S}_1 , etc.) signifie qu'il s'agit des mêmes sections après affectation des caractéristiques productives de la section exportatrice au prorata de la fonction sectionnelle des importations.

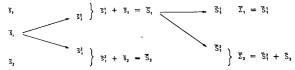
Schéma formel du système des sections Avant prise en compte des échanges internationaux



Petites sections

Grandes sections Se

Après prise en compte des échanges internationaux



Formalisation de la prise en compte des échanges internationaux

En petites sections

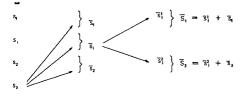
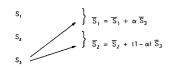


Schéma 8

Schéma A

En grandes sections directement



ment

III. Les premiers résultats4 méthodologiques

1. Remarques liminaires

Le système d'observation et de classement que je propose est double :

- d'une part, le classement en sections « nationales », c'est-à-dire de l'ensemble des activités concourant directement (au cours d'un seul cycle d'exploitation) à produire des biens d'équipement pour le marché intérieur (S₁), des biens de consommation pour ce même marché intérieur (S₂), des marchandises exportées (S₃);
- d'autre part, le classement en sections « internationalisées », c'est-à-dire le système sectionnel clos équivalent au système ouvert précédent après classement sectionnel des échanges internationaux : \overline{S}_1 (biens d'équipement), \overline{S}_2 (biens de consommation).

Les deux modes d'affectation des activités productives ne sont pas alternatifs mais strictement complémentaires. Ce dernier (système clos) est le seul qui renvoie effectivement au fonctionnement macroéconomique du système productif, à la répartition des revenus, à leur lien avec la rentabilisation du capital, le seul donc qui puisse permettre de repérer et d'analyser les difficultés et les contradictions majeures dans le fonctionnement économique de l'ensemble national étudié. En revanche, seul le premier (système ouvert) offre les moyens de situer l'origine concrète de ces contradictions (de leur absence ou de leur disparition!) dans l'appareil productif national tel qu'il est effectivement constitué, dans le mode de spécialisation économique international du pays, tel qu'il existe et se transforme à un moment donné. On peut également dire, si l'on préfère, que le système clos (S₁, S₂) renvoie aux rapports abstraits de valeur, qu'il permet, au demeurant, de construire, tandis que le système ouvert (S_1, S_2, S_3) renvoie aux rapports concrets d'échanges nationaux et internationaux. Mais la connaissance du système clos, c'est-à-dire des rapports macroéconomiques abstraits, est tout aussi nécessaire pour comprendre la nature intime des difficultés qui peuvent apparaître que l'est celle du système ouvert pour en comprendre l'origine, la situer concrètement.

La démarche naturelle qui en découle dans l'utilisation des résultats quantifiés ci-dessous est donc la suivante: commencer l'analyse dans le système clos $(\overline{S}_1,$ \overline{S}_2) afin d'y repérer les problèmes ayant une dimension globale et de caractériser, d'un point de vue macroéconomique, la nature de l'accumulation et de la croissance au cours des périodes étudiées. Poursuivre alors l'investigation dans le système ouvert (S₁, S₂, S₃) pour y situer l'origine de ces caractéristiques, les traits essentiels de l'internationalisation du système productif. A cet effet, les découpages les plus variés du système ouvert ne peuvent qu'enrichir son utilisation (croisement sections-branches, mise en évidence des sous-sections intermédiaires, etc.). Rentrer dans ce détail ne présente, à l'inverse, qu'un intérêt très limité dans l'analyse en système clos pour lequel le problème central est celui du mode de lecture des résultats quantifiés, c'est-à-dire du modèle macroéconomique d'interprétation des faits et évolutions constatées. Comme je l'ai déjà indiqué, ce modèle n'existe pas encore en raison de la démarche adoptée : construire d'abord (enfin !) des données chiffrées sectionnelles, les utiliser ensuite pour bâtir un modèle collant un minimum à ces faits, c'est-à-dire suffisamment « réaliste ». Toutefois, compte tenu de ce que, à l'heure actuelle, ce travail de modélisation est déjà entamé et a produit certains résultats, qu'il est, par ailleurs, le reflet d'un modèle implicite de lecture des résultats sectionnels, il est nécessaire de livrer dès maintenant certaines clés de la grille de lecture utilisée pour analyser le système clos.

— Tout d'abord, dans un système à dominante close, les proportions entre les deux sections sont déterminées, fixées par les caractéristiques productives de la croissance, de sorte que, sauf changement considérable de ces caractéristiques (et donc du régime d'accumulation et de croissance correspondant), il existe une rela-

^{4.} Une publication récente (S. E. E. F., orange, n° 35, « La Croissance française analysée en sections productives », Direction de la prévision) fournit dans le détail l'analyse des données statistiques sectionnelles (et de leur méthode d'élaboration), ainsi que de très nombreux graphiques. Il n'en va pas de même dans cet article qui n'a pour objet que d'extraire les résultats considérés comme essentiels. Le lecteur intéressé pourra se reporter à la publication en question et pardonner parfois certains raccourcis liés à la connaissance de résultats non fournis ici dans le même détail.

tion similaire étroite entre rentabilité (taux de profit) et taux de croissance du pouvoir d'achat des salaires. Ainsi, un mode de formation des salaires trop restrictif ne saurait être poursuivi durablement sans que le taux de profit soit lui-même atteint. L'amélioration de la rentabilité par freinage des salaires n'est pas une politique cohérente de moyen ou long terme.

- Si les gains nominaux de salaire suivent, de près ou de loin, la hausse des prix et les gains de productivité, plus la croissance relative de la section 1 (\overline{S}_1) au regard de celle de \overline{S}_2 est rapide, plus la hausse des prix est vive. Autrement dit, la croissance de \overline{S}_1 exerce un effet inflationniste sur les prix, celle de la section \overline{S}_2 un effet déflationniste.
- A régime d'accumulation inchangé, plus la rentabilité tendancielle est élevée, donc les hausses du pouvoir d'achat des salaires et le taux de croissance d'ensemble, plus le rythme d'inflation est lui-même élevé.
- Il existe pour le taux de profit (réinvesti) un niveau plancher en deçà duquel le chômage apparaît par contraction ou croissance insuffisante des postes de travail, un niveau plafond au-delà duquel le chômage réapparaît par excès de la croissance intensive au regard de la croissance extensive. Entre ces deux limites, le chômage a tendance à se résorber s'il existe et le taux de croissance d'ensemble à être borné par la croissance de la productivité d'ensemble.
- L'alourdissement de la section 2 (élévation de la composition-travail : travail indirect/travail direct) n'exerce que des effets statiques sur les conditions de la croissance ; il contribue à freiner la croissance de la valeur ajoutée dans cette section mais sans engendrer de processus cumulatifs, donc d'instabilité. Il n'en va pas de même dans la section 1 : son alourdissement engendre un processus dynamique (sans limite) de diminution algébrique du taux de croissance de la section 2 (qui peut même le rendre négatif et donc de plus en plus négatif). Il ne saurait exister, dès lors, de régime d'accumulation fondé sur un alourdissement durable de la section 1 sans engendrer une crise et la nécessité de changer le régime d'accumulation et les conditions de la croissance.

Il existe une controverse ancienne chez les marxistes au sujet de la croissance inégale des sections 1 et 2. Pour un certain nombre d'auteurs, dont B. Billaudot, une croissance plus rapide de la section \overline{S}_1 se traduit, à terme, par une contradiction insurmontable entre rentabilité et réalisation (extension des débouchés), qui engendre donc un régime d'accumulation instable et non durable par nature. Dans ma grille d'analyse, cela n'est vrai que lorsqu'il y a « autodéveloppement » de la section S_1 , c'est-à-dire lorsque l'une des causes de croissance plus rapide est son propre alourdissement; mais il n'y a pas contradiction majeure lorsque cette croissance plus rapide trouve son débouché dans la demande d'investissement de la section \bar{S}_2 . Cette remarque, et cette différence d'interprétation, sont fondamentales dans l'analyse de la croissance en France dans l'après-guerre et de l'origine des difficultés actuelles, comme on le constatera au vu des résultats chiffrés. Enfin, dernier point très important, j'appelle l'ensemble des contraintes décrites ici la contrainte sectionnelle pesant sur l'accumulation et la croissance. Il faut bien voir que cette contrainte qui lie profits, salaires, emploi et caractéristiques de la croissance dans les sections 1 et 2 joue son rôle non seulement dans une économie fermée (S₁, \overline{S}_2) mais également dans une économie ouverte (sous la forme S₁, S₂, S₃). Cette remarque est fondamentale : la contrainte sectionnelle n'est pas éliminée par l'ouverture et l'internationalisation de l'économie, mais seulement déplacée du système productif intérieur (S₁, S₂, S₃) aux rapports de valeurs (\vec{S}_1, \vec{S}_2) .

2. Nature de l'accumulation et de la croissance en France de 1950 à 1974 (système clos)

Trois observations essentielles retiendront ici mon attention:

- la section \overline{S}_1 des biens d'équipement s'étend beaucoup plus rapidement que celle des biens de consommation à partir de 1955 ;
- cette croissance plus rapide est la conséquence d'un alourdissement capitalistique incessant, à partir de 1955, de la section \overline{S}_2 des biens de consommation ;
 - les conditions de mise en valeur du capital, ini-

tialement plus favorables à la section \overline{S}_1 , tendent à s'égaliser et sont très voisines en fin de période.

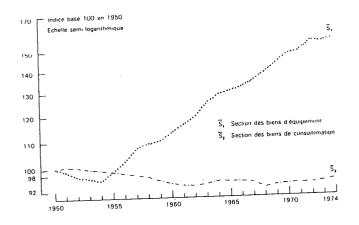
a) Extension inégale des sections

La caractéristique la plus évidente de la croissance française à partir de 1955 est l'extension inégale des sections: les effectifs de la section \overline{S}_1 des biens d'équipement sont multipliés par 1,6 de 1955 à 1972, alors que ceux de la section \overline{S}_2 stagnent, ou régressent légèrement. Il n'y a donc eu création nette d'emplois que dans la seule section \overline{S}_2 . De même, la valeur ajoutée, à prix 63 constants, de la section \overline{S}_1 est multipliée par près de 5 de 1950 à 1974, celle de la section \overline{S}_2 des biens de consommation par un peu plus de 3.

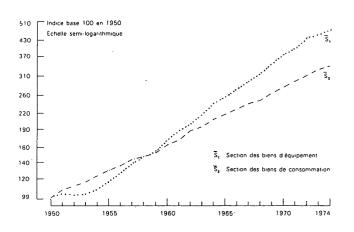
En conséquence, la section S_1 qui occupait 16 % des effectifs totaux en 1950 (1 sur 6) en emploie 24 % en 1972 (1 sur 4). Elle produisait 18 % de la valeur ajou-

tée en 1950, 24 % en 1972. Cette constatation n'est pas égale sur toute la période 1950-1974 : elle commence en 1955 (auparavant c'était plutôt l'inverse), s'estompe en fin de période.

GRAPHIQUE 1: EFFECTIF PAR GRANDES SECTIONS



GRAPHIQUE 2 : VALEUR AJOUTÉE A PRIX CONSTANTS PAR GRANDES SECTIONS

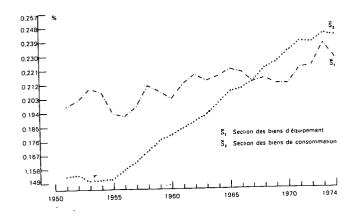


b) Alour dissement constant de la section $\overline{S}_{\scriptscriptstyle 2}$ des biens de consommation

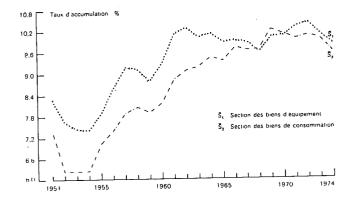
L'origine de l'extension plus rapide de \overline{S}_1 n'est pas à rechercher dans cette section même : elle est la conséquence d'un alourdissement capitalistique incessant de la section \overline{S}_2 des biens de consommation, qui débute au même moment, c'est-à-dire à partir de 1955. Cela est vrai quel que soit l'indicateur de lourdeur ou d'intensité capitalistique retenu. Ici est proposé (cf. graph. 3) un ratio « composition-travail » rapportant le travail indirect (corrigé de l'accumulation nette, ce qui a essentiellement pour effet de retarder d'un an les effets décrits) au travail direct, celui mis en œuvre dans la section observée. Il s'agit donc du rapport entre les effectifs produisant des biens d'équipement pour la section observée aux effectifs de cette section.

La section \overline{S}_1 , beaucoup plus lourde initialement, ne s'alourdit guère ensuite, sauf à partir de 1970. A l'inverse, la section \overline{S}_2 des biens de consommation, plus légère initialement, ne cesse de s'alourdir à partir de 1955, de manière très régulière, sa « composition-travail » (travail indirect/travail direct) passant de 15 % environ à 24 %, dépassant celle de \overline{S}_1 à partir de 1968.

GRAPHIQUE 3: « COMPOSITION-TRAVAIL (TRAVAIL VIVANT INDIRECT/TRAVAIL VIVANT DIRECT) CORRIGÉE DE L'ACCUMULATION NETTE, PAR GRANDES SECTIONS



GRAPHIOUE 4: TAUX D'ACCUMULATION PAR GRANDES SECTIONS



c) Rapprochement des conditions de mise en valeur du capital dans l'une et l'autre sections

Nous venons de constater que la composition-travail, initialement beaucoup plus faible dans la section \overline{S}_{2} , n'avait cessé de s'élever à partir de 1955 jusqu'à dépas-

ser, dès 1968, celle de \overline{S}_1 . La même observation pourrait être faite pour le capital par tête ou pour le taux d'accumulation (cf. graph. 4). De même, la valeur ajoutée par tête d'abord plus élevée d'environ 20 % dans la section \overline{S}_1 est égale dans les deux sections à partir de la fin des années soixante, période qui voit également la fin d'un mouvement incessant de baisse des prix relatifs de \overline{S}_1 en faveur de \overline{S}_2 (diminution tendancielle du prix relatif des biens d'équipement). Il paraît donc justifié de considérer la période 1955-68 comme celle d'une « homogénéisation des conditions de mise en valeur du capital » tant au plan « technique » (lourdeur) qu'à celui des prix et de la rentabilité, cela à partir de conditions initiales très différentes.

De la même façon, les gains en productivité apparente du travail par tête (toutes catégories d'actifs confondues), à l'origine plus élevés dans la section \overline{S}_2 des biens de consommation, sont strictement identiques à partir de 1962. Il reste, toutefois, une différence fondamentale : ces gains en productivité du travail sont obtenus de manière bien différente, puisque dans la section S, des biens d'équipement c'est sans alourdissement, du moins pendant la période 1960-70, alors que dans la section S₂ ce n'est qu'au prix d'un alourdissement constant et rapide (cf. graph. 3). Autrement dit, les gains de productivité apparente du travail ont été beaucoup moins coûteux dans \overline{S}_1 que dans \overline{S}_2 , ce qui explique, au moins pour partie, la rétrocession tendancielle de valeur de \overline{S}_1 à \overline{S}_2 par le biais des prix relatifs.

d) Conclusions partielles sur la nature du régime d'accumulation d'après-guerre

Les observations précédentes font apparaître trois périodes successives bien typées :

— avant 1955, c'est la croissance « facile » de l'après-guerre, liée à la reconstruction. La section \overline{S}_2 des biens de consommation s'étend rapidement, fait des gains de productivité aisés et relativement autonomes (par rapport à \overline{S}_i), sans avoir besoin de lourds investissements pour autant. C'est la période de remise en route, secteur par secteur, d'une économie profondément atteinte par la guerre. Disons schématiquement que, un pont par-ci, trois boulons par-là, la remise en marche d'une manière à peu près intelligente des grands secteurs de l'économie, un accroissement régulier du

pouvoir d'achat des salaires et de la consommation constituent les fondements de la croissance économique, dans laquelle la section \overline{S}_1 joue un rôle médiocre ;

- après 1955, il n'en va plus de même et la section \overline{S}_1 des biens d'équipement va, au contraire, jouer un rôle déterminant. C'est ce que j'appellerai le « régime central d'accumulation de l'après-guerre », sur lequel nous allons revenir spécifiquement;
- enfin, à la fin des années soixante, il y a, de nouveau, des changements, un tournant, signe probable de la recherche tâtonnante d'un nouveau régime d'accumulation, encore non trouvé aujourd'hui.

La nature du « régime central d'accumulation d'après-guerre » peut être caractérisée de la manière suivante :

- une extension plus rapide de la section \overline{S}_1 des biens d'équipement liée à un alour dissement rapide et régulier de la section \overline{S}_2 ;
- une stabilité de la lourdeur de la section \overline{S}_1 des biens d'équipement dont les débouchés doivent être recherchés en permanence dans la section \overline{S}_2 , liant ainsi étroitement croissance des profits et du pouvoir d'achat des salaires.
- un système de prix relatifs favorable à la section \overline{S}_1 (en niveau), facilitant apparemment sa croissance plus rapide.

En termes plus concrets, un peu plus sociologiques également, on peut caractériser ce régime ainsi : la transformation des conditions d'existence (urbanisation et habitat groupé, émigration et normalisation des modes de vie et de consommation, développement des échanges, économies d'échelle correspondantes) est faite dans le sens d'une augmentation et d'une normalisation de la consommation matérielle qui permet un développement capitaliste et capitalistique de la section des biens de consommation tant dans sa partie amont (biens intermédiaires, énergie) qu'aval (distribution, transports, services). En d'autres termes, rentabilité croissante (augmentation du taux d'accumulation) et transformation des conditions de vie (savoir s'il s'agit d'une amélioration est un autre problème) se conjuguent heureusement (!) dans ce régime qui s'avère efficace en ce sens qu'il permet une diminution de la valeur rela-

tive de la consommation (coût en travail direct et indirect⁵) sans entraîner pour autant un alourdissement tendanciel de la section S₁. Il s'agit, en même temps, d'un excellent régime d'intégration sociale puisque les salariés, comme le patronat, y trouvent apparemment leur part. C'est, dans une certaine mesure, un régime modèle de croissance capitaliste et de compromis durables entre les classes sociales. L'âge d'or de ce régime d'accumulation se situe pendant les années soixante, plus précisément entre 1961 et 1968. La période précédente de mise en place de ce nouveau mode de fonctionnement (1955-61) ne va pas en effet sans heurts et se traduit par de multiples tensions (alourdissement non seulement de \overline{S}_2 mais aussi de \overline{S}_1 en raison d'une croissance trop rapide, eu égard aux gains de productivité, problèmes conséquents de répartition de la valeur ajoutée, dérapage inflationniste, changements dans l'organisation du travail, guerre d'Algérie).

Qu'est-ce qui peut empêcher la poursuite d'un tel mode de fonctionnement? Plusieurs sortes d'évolutions:

- la fin de l'alourdissement systématique de la section \overline{S}_2 . Elle implique, pour maintenir les débouchés de la section \overline{S}_1 , donc l'accumulation et la rentabilité, une croissance plus rapide du pouvoir d'achat des salaires et de l'investissement extensif dans \overline{S}_2 ou la conquête des marchés extérieurs ;
- le début d'une période d'alour dissement de \overline{S}_1 . Il a été indiqué, en remarque liminaire, qu'un tel fonctionnement était instable parce qu'il conduit inéluctablement à une diminution de plus en plus importante (cumulative) du taux de croissance de \overline{S}_2 ;
- une déformation des prix relatifs et de la rentabilité ne favorisant plus une croissance plus rapide de \overline{S}_1 ;
- un déplacement, dans un sens ou l'autre, du revenu national ne permettant plus l'adaptation entre circuit des revenus primaires (salaires, profits), secondaires (investissement, consommation) et système des sections $(\overline{S}_1, \overline{S}_2)$.

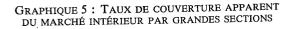
Tout ce que nous pouvons noter ici, c'est qu'on observe bien la concomitance progressive de ces phéno-

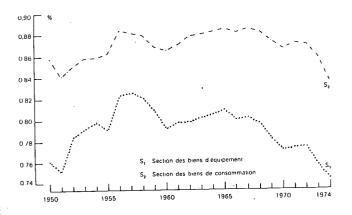
^{5.} Cf. Statistiques et Etudes financières, série orange, n° 35, p. 19, graph. 11.

mènes, l'un précoce (diminution du prix relatif des biens d'équipement), les autres à partir de 1968-70, de sorte que l'on est fondé à dire que les conditions semblent réunies alors pour un changement de régime d'accumulation. Quelle en est la cause? Comme indiqué auparavant dans un préliminaire méthodologique, ce n'est pas dans le cadre abstrait du système sectionnel clos que nous pouvons trouver l'origine de ces transformations; il est nécessaire de recourir à un système d'observation plus concret : l'étude des grandes sections « nationales » (S₁, S₂, S₃) est un premier pas dans cette direction.

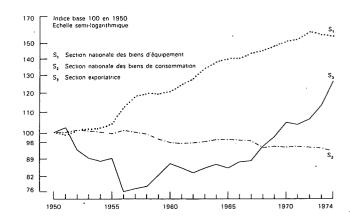
3. Phases et caractéristiques de l'internationalisation du système productif français

L'histoire de l'internationalisation du système productif français depuis l'après-guerre est simple : l'économie française commence par s'autonomiser très fortement jusqu'en 1958. Après le rude choc de l'ouverture des frontières dans le Marché commun, elle reconquiert puis stabilise son autonomie acquise ; enfin, à partir de la deuxième moitié des années soixante, elle devient rapidement un département de l'économie capitaliste mondiale. Voilà du moins l'histoire telle que l'on peut l'analyser à partir des graphiques ci-dessous :





Graphique 6 : Effectif des grandes sections « nationales »



Jusau'en 1956-57, l'économie française se reconstruit autour d'elle-même; elle reconquiert progressivement son marché intérieur, celui des biens de consommation (cf. graph. 5), traditionnellement mieux couvert, comme celui des biens d'équipement, et plus particulièrement ce dernier. Il est donc loisible de parler d'une consolidation et d'une autonomisation rapide et importante de l'économie française alors protégée par de solides barrières douanières et toujours tournée vers son empire. De ce fait, les activités orientées vers l'exportation diminuent rapidement non seulement relativement mais en niveau absolu — les effectifs travaillant à l'exportation (section S₂) diminuent de 27 % en cinq ans de 1951 à 1956, ce qui se traduit, compte tenu des gains de productivité, par un simple maintien de la valeur ajoutée exportée (à prix constants).

Lorsque démarre le nouveau régime d'accumulation à partir de 1955, il devient cependant beaucoup moins important d'acquérir une autonomie croissante, de préserver des liens privilégiés avec les colonies, que de s'ouvrir aux équipements et aux structures productives les plus efficaces. L'année 1958 sanctionne dans les institutions (décolonisation, Marché commun) les transformations devenues nécessaires. La reconversion entraîne une récession, sorte de transition vers les nouvelles modalités de la croissance : après une très forte crois-

sance (+ 13,5 % de 1955 à 1957), les effectifs de S_1 stagnent, ceux de S_2 régressent; ils n'augmentent que dans la section exportatrice (S_3) de manière soutenue (+ 11 % de 58 à 60).

A partir de 1960-61, la fragilité et l'instabilité des rapports avec l'extérieur s'estompent. C'est de nouveau une dynamique économique interne qui s'instaure, fondée sur le fonctionnement national, relativement pur, du régime central d'accumulation d'après-guerre : la reconversion est réussie, à cela près que l'inflation n'est pas totalement vaincue. Le plan de stabilisation de 1963 viendra montrer la rigidité des contraintes sectionnelles du régime d'accumulation d'après-guerre : le freinage de la consommation, conséquence d'une politique des revenus, et surtout du crédit (à la consommation), très restrictive, le blocage des prix freinent l'ensemble de la croissance, y compris celle de l'investissement, en dépit de l'extension de mesures de déductibilité de la taxe sur l'investissement. Il faut attendre les mesures de relance de 1968, de même que la reprise dans les économies proches (R. F. A. principalement), pour que l'économie sorte d'une certaine torpeur.

A partir de 1968, les taux de couverture s'effondrent, tant pour les biens d'équipement que de consommation. La croissance des effectifs de S_1 (section nationale des biens d'équipement) devient très faible (+ 235 000 emplois nets de 1967 à 1974, soit + 1,1 % par an contre 2,7 % entre 1959 et 1967), ceux de S_2 poursuivent leur régression (— 510 000 emplois de 1967 à 1974). Seuls progressent rapidement les effectifs de la section exportatrice (+ 921 000 de 1967 à 1974).

L'internationalisation du système productif français est donc très rapide, ininterrompue, générale (elle touche la section S₁, comme S₂), sans précédent. Elle a une conséquence fondamentale : en quelques années, elle déconnecte très profondément le système productif intérieur du fonctionnement macroéconomique national. L'appareil et l'organisation de la production en France deviennent progressivement des dépendances de l'économie mondiale : le lien étroit qui unissait, jusque-là, dynamique productive interne et fonctionnement d'ensemble se distend très rapidement. L'autonomie, relative, mais réelle, de l'économie française, entretenue et, dans une large mesure, recherchée jusque-là, disparaît en quelques années qui transforment complètement son mode de fonctionnement interne et externe. Alors

que la dynamique économique était fondamentalement interne, conformément au régime central d'accumulation décrit précédemment, elle devient rapidement externe, passe par l'extérieur. Cela est si vrai que la croissance de l'emploi, jusque-là assurée uniquement par l'extension plus rapide de S₁, le devient principalement par celle de S₃, comme le prouvent les chiffres indiqués plus haut, ou le graphique 6. Ce renversement précède d'ailleurs 1968; il est observable dès 1966. Il n'est certainement pas indépendant du « succès » du plan de stabilisation, comme des mesures d'extension du régime de la T. V. A. déductible qui permettent une détaxation effective et à peu près totale des exportations.

Une autre observation fondamentale doit être soulignée: l'alourdissement régulier et rapide de \overline{S}_2 , qui était une des caractéristiques centrales du régime d'accumulation d'après-guerre, semble prendre fin à peu près à la même époque (1968). La comparaison entre systèmes clos et ouvert est ici très révélatrice: en particulier l'alourdissement de \overline{S}_1 , observé en système clos, n'est nullement perceptible dans S_1 (système ouvert). De même que dans la période 1956-1961 l'alourdissement constaté de \overline{S}_1 ne résultait pas de celui de S_1 mais d'une première vague de développement des échanges interna-

tionaux, la section exportatrice étant particulièrement lourde (cf. graph. 3), de même l'alourdissement de \overline{S}_1 à partir de 1970 n'est pas le fait de S_1 , mais la conséquence de la structure des échanges internationaux de l'économie française et de leur croissance très rapide.

Ici apparaît un problème absolument central : le noyau dur du capitalisme français, ce qui gouverne sa reproduction, la transformation des conditions de production non seulement des biens de consommation mais encore et surtout des biens d'équipement, passe à l'extérieur. En quelques années donc, à partir de 1968, l'économie française se transforme fondamentalement. Non seulement elle change de dynamique, de moteur, mais en plus, si l'on veut prendre une image, elle change de conducteur : la conception passe à l'extérieur. Jusque-là, la politique économique devait répondre principalement à la question suivante : quel savant dosage établir entre augmentation du pouvoir d'achat (en volume) des travailleurs nationaux (transformation de leurs conditions d'existence), augmentation de la productivité dans \overline{S} , (transformation des conditions de production), développement corollaire de S, et donc des possibilités d'accumulation et de valorisation du capital, pour que cet ensemble progresse de manière rapide, à peu près continue et harmonieuse? Il subsistait, en outre, une marge de manœuvre toute relative certes, mais non nulle, sur les modalités d'organisation du travail, des conditions d'existence.

Après 1968, en quelques années tout change, la problématique s'inverse (c'est pourquoi les schémas keynésiens ne s'appliquent plus), l'objet de la politique économique n'est plus d'établir le savant dosage signalé plus haut, mais de prendre une place, la meilleure possible, et de la préserver, dans la division internationale du travail. Et, l'autonomie de conception s'en allant aussi, le problème est de réduire les coûts (« compétitivité ») et de rechercher les bonnes spécialisations (« redéploiement »). Il faut limiter les salaires, restructurer l'industrie et d'une manière générale l'économie (« rationalisation ») en fonction des nouveaux objectifs. Dans ces conditions, la tentation est grande pour le capital fractionné, privé, d'aller de plus en plus s'implanter ailleurs pour y chercher des salaires bas, mais aussi des débouchés.

La politique économique, la politique tout court, s'en trouvent évidemment modifiées : politique des salaires, monétaire, budgétaire, des taux de change et des relations avec l'extérieur, de l'accumulation, du pouvoir d'achat, de la concentration industrielle et financière, etc. Un point, en particulier, mérite d'être noté: le problème du chômage ne se pose plus exactement de la même façon. Jusque-là, l'apparition d'un volant important de chômage était d'abord un frein à la croissance (manque de débouchés intérieurs), de même qu'à la valorisation du capital (autant de « valeur » non créée, de plus-value nette potentielle perdue): la dynamique économique jouait dans le sens de politiques de plein-emploi. Dans cette dernière période, le problème s'inverse. Le chômage devait progressivement permettre, en principe, de peser sur la progression des salaires et d'améliorer en conséquence la compétitivité; il est, en même temps, l'instrument (conséquence et moyen) du redéploiement et de la redistribution de l'économie française dans l'espace économique international (redistribution intersectorielle interne et externe). Surtout, il s'agit maintenant d'exporter le chômage (comme le reste) par des politiques (« austérité ») qui

ont malheureusement pour vertu, au niveau mondial, de l'étendre.

4. L'analyse des sections « nationales »

La confrontation des résultats du système clos $(\overline{S}_1, \overline{S}_2)$ et du système ouvert (S_1, S_2, S_3) permet de faire apparaître la rupture de la deuxième moitié des années soixante. Elle laisse supposer qu'il n'y a pas indépendance entre la disparition progressive du régime central d'accumulation d'après-guerre et l'internationalisation, amorcée en 1966, brutale à partir de 1968, de l'économie française, avec ses conséquences : une transformation profonde du fonctionnement de l'économie française dans ses structures comme dans sa dynamique et, par la même occasion, du rôle des instruments de la politique économique. L'analyse des sections nationales elles-mêmes permet de faire d'autres observations intéressantes.

a) Hétérogénéité de l'évolution intersectionnelle mais homogénéité intrasectionnelle

On a vu que les caractéristiques des sections, en système clos comme en système ouvert, étaient très différentes en niveau et en évolution. Lorsqu'on décompose chacune des sections nationales (S_1, S_2, S_3) en deux parties, l'une située en fin de transformation (petite section finale des biens d'équipement s_1 , des biens de consommation s_2 , exportatrice s_3), l'autre en amont (soussection intermédiaire pour biens d'équipement s_1^1 , pour biens de consommation s_1^2 , exportatrice s_3^3 , avec $s_1^2 = s_1^2 + s_2$, $s_2^2 = s_1^2 + s_2$, $s_3^2 = s_1^3 + s_3$, on peut relever les faits suivants :

— les sous-sections intermédiaires amont sont beaucoup plus lourdes⁶ que les petites sections finales, résultat qui ne surprendra pas. Cette différence est particulièrement accentuée dans le cas de la section S₁ quel que soit l'indicateur auquel on recourt : par exemple, dans cette section (S₁), le capital fixe de la sous-section

^{6.} La lourdeur est ici mesurée par le taux d'investissement F. B. C. F./V. A., ratio relativement proche de l'indicateur de composition-travail utilisé jusqu'ici.

intermédiaire (s!) représente environ 60 % de l'ensemble, mais la valeur ajoutée seulement 40 % en 1962, ces proportions étant de 43 % et 34 % pour S_2 (46 % et 40 % pour S_3);

- par contre, l'évolution est relativement parallèle en amont et en aval. Ainsi, la sous-section intermédiaire des biens de consommation (s_i^2) s'alourdit de la même façon, et pendant la même période (1955-70) que la partie finale (s_2) . De même, la sous-section intermédiaire des biens d'équipement (s_i^0) ne s'alourdit guère pendant la période couverte comme la fraction aval (s_1) . Il y a seulement, dans un cas comme dans l'autre, surtout dans S_1 , tendance à un alourdissement un peu plus rapide de la partie intermédiaire amont ;
- de ce fait, les différences constatées entre les grandes sections nationales se retrouvent, pour l'essentiel, entre les diverses fractions de sections. C'est l'ensemble de la section S₂ qui s'alourdit, comme l'ensemble de la section S₁ (à ce niveau de décomposition) qui reste stable. Au départ (1950-55), la petite section finale s₂ a le même taux d'investissement que s₁ (10 %); la plus grande lourdeur de S, provient des différences entre fractions intermédiaires — s! (17 %) est plus lourd que s? (14 %). L'évolution parallèle des parties amont et aval fait que, en fin de période, la lourdeur des fractions intermédiaires est la même (21 %), alors que celle de s₂ (15 %) dépasse largement celle de s₁ (11 %). On notera cependant au passage que le petit alourdissement tendanciel de S, est le fait de sa fraction intermédiaire:
- on ne retrouve pas, par contre, entre soussections, le parallélisme des gains de productivité observé en grandes sections. Ils sont tendanciellement inférieurs dans la sous-section intermédiaire des biens de consommation. C'est l'inverse pour les sections finales, de sorte que, ceci compensant cela, la productivité évolue parallèlement dans les deux grandes sections;
- autre caractéristique commune à toutes les soussections intermédiaires : la valeur ajoutée par tête y est toujours inférieure à celle de la partie finale correspondante, bien que le capital y soit plus élevé relativement. Il y a donc lieu de penser que le capital mis en valeur dans les fractions aval de l'économie est mieux rémunéré que dans les parties amont.

On ne saurait donc chercher les fondements du régime central d'accumulation d'après-guerre et de ses transformations uniquement, ou principalement, dans les parties finales des activités sectionnelles, sections finales des biens d'équipement, des biens de consommation. Les différenciations sont tout aussi importantes dans les activités intermédiaires amont. En d'autres termes, on ne peut se contenter, par exemple, d'opposer l'extension de la sphère capitaliste et l'intensification capitaliste correspondante dans la section S2 de biens de consommation pendant cette période à une section S, où ces transformations auraient, pour l'essentiel, déjà eu lieu antérieurement : les différences très importantes entre les sous-sections intermédiaires des sections impliquent de s'interroger également sur l'évolution des grandes filières de production et leurs conséquences macroéconomiques. Ainsi paraît-il légitime d'associer principalement à la section S₁ des biens d'équipement les filières métallurgiques et à celle des biens de consommation les filières de type chimique. De fait, on retrouve bien dans ces différentes filières les caractéristiques de soussections intermédiaires correspondantes, de sorte qu'on est fondé à s'interroger sur les liens entre évolution technologique dans les grandes filières de production et évolution macroéconomique. Il semble bien qu'une plus grande efficacité de l'investissement dans les filières métallurgiques ait été jusqu'à la deuxième moitié des années soixante un élément favorable pour le fonctionnement du régime d'accumulation d'après-guerre. Un certain alourdissement en fin de période (plan sidérurgie?) expliquerait-il une partie des difficultés apparues alors?

b) Le poids des diverses branches dans les sections est très différent et explique leur hétérogénéité

Dans la section des biens de consommation S_2 , près de 40 % des actifs relèvent de la commercialisation et des services ; c'est évidemment une proportion très élevée et qui n'a cessé d'augmenter puisqu'elle était de 25 % en 1950 (cf. graph. 10). Les effectifs de S_2 étant demeurés à peu près stables sur la période, il est facile d'en déduire que 15 % des effectifs initiaux non « tertiaires » ont cédé la place à des ouvriers, employés, cadres et techniciens du « tertiaire » ou ont vu leur

emploi se transformer ainsi. Il s'agit en particulier de

paysans.

Dans la section des biens d'équipement S, le pourcentage des actifs employés dans les services ou la commercialisation atteint 19 % en 1974, ce qui est une augmentation considérable par rapport aux proportions initiales (8 % en 1950). Le niveau est beaucoup plus bas que dans S2, ce qui confirme l'intuition, mais en progression relativement plus rapide. La progression des effectifs reste surtout attribuable à des activités non tertiaires, puisque l'augmentation totale est de 1,1 million d'actifs, dont 0,4 pour les activités tertiaires. La part du tertiaire dans les créations d'emplois est cependant importante (environ 40 %) et reste à peu près constante sur la période.

Le poids très important des effectifs des services et des commerces dans la section des biens de consommation S₂ en fin de période (40 % des actifs) ne peut manquer d'avoir des conséquences sur l'aptitude à y dégager des gains de productivité du travail. Ces gains sont, en effet, plus faibles dans les services et les commerces que dans les activités industrielles. Cela est particulièrement vrai de la petite section finale (s2) dans laquelle pratiquement 60 % des emplois sont de ce type (mais seulement 20 % dans la partie intermédiaire s_1^2). On s'explique ainsi mieux le déplacement progressif des gains de productivité de la partie finale de la section 2 (s₂) à la partie intermédiaire (s₁²) qui tire la productivité

dans cette section. Cette observation vient compléter l'analyse du régime central d'accumulation d'après-guerre. Celui-ci est, en effet, fondé sur une extension très rapide des échanges intra et internationaux ainsi que des activités de conception et d'ingénierie, qui entraîne un développement considérable et coûteux des activités tertiaires. Une bonne partie des « gains » de productivité liés à l'élargissement de l'échelle de la production et à l'interconnexion des marchés, à la normalisation de la consommation et de la production, au « progrès technique », aux cadences, etc., s'est simplement traduite par un changement de nature et d'occupation, le passage d'activités de production à celle de réalisation (ou de « conception » et d'organisation)7. Pour que celà fût possible,

il était indispensable que les gains de productivité dans les activités non tertiaires de la section 2 le permettent. De ce point de vue encore, on peut dire que le régime d'accumulation d'après-guerre a été efficace puisque précisément les gains de productivité dans la soussection intermédiaire s² y sont les plus élevés de tous (autres sections et sous-sections), même s'ils sont relativement coûteux (ce qui est précisément une des caractéristiques de ce régime d'accumulation). Le lien entre les deux (extension relative des activités tertiaires, régime d'accumulation d'après-guerre) apparaît d'ailleurs confirmé par le fait que c'est à peu près en même temps que démarrent les deux processus⁸. Il est important de souligner cependant que plus les activités de type tertiaire se développent relativement aux autres, plus évidemment la poursuite de gains de productivité dans la section S, exige la « rationalisation » et l'organisation productive de ces activités elles-mêmes. Le développement du commerce concentré, de l'informatique, jouent un rôle décisif dans ce sens.

c) Caractéristiques de l'internationalisation

Le rôle décisif joué par l'internationalisation de l'économie française à partir de la deuxième moitié des années soixante implique d'analyser de près les caracté-

ristiques de cette « ouverture » sur l'extérieur.

Nous avons repéré trois phases principales : la reconstruction d'une économie plus autonome jusqu'en 1958, une reconversion difficile mais apparemment réussie après le rude choc de l'ouverture du Marché commun préservant l'acquis antérieur, l'internationalisation brutale et générale après 1968 enfin. Ce mouvement était général, un peu plus accentué à partir de 1968 dans la section S₁. Lorsqu'on examine le mouvement des taux de couverture du marché intérieur en trois sections, on constate que (graph, 7):

- la couverture du marché final des biens de consommation reste très élevée. L'ouverture du Marché

8. Voir en particulier S. E. E. F., série orange, n° 35, p. 31,

graph. 41.

^{7.} Cet aspect des transformations de l'après-guerre est largement occulté par le mode de prise en compte dans les comptabilités natio-

nales des activités de réalisation qui ne sont pas distinguées des autres et sont supposées participer de la même manière à la satisfaction des besoins sociaux.

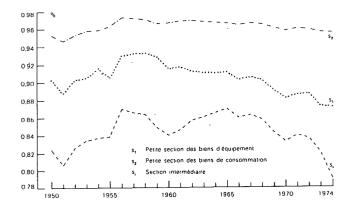
commun en 1958 ne crée aucun choc mais seulement une légère tendance à la baisse;

- le marché final des biens d'équipement est l'objet d'un retournement important dès 1958 marqué par une diminution régulière et assez rapide du taux de couverture interne, qui s'accélère après 1968;
- les mouvements les plus amples sont ceux qui affectent les activités intermédiaires tant pendant la période de conquête et d'autonomisation jusqu'en 1958 que la chute des années 1959-60, la reconquête ensuite jusqu'en 1965, la dégradation brutale enfin.

Il y a donc en réalité deux stades dans l'internationalisation:

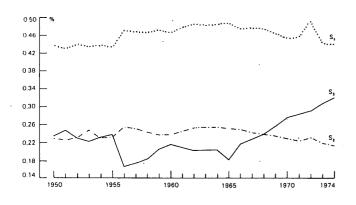
- l'ouverture du Marché commun ouvre le marché des biens d'équipement et des biens intermédiaires. Les premiers choix industriels de la période gaullienne conduisent à la reconquête des grands marchés intermédiaires :
- le choix décisif vient après 1965, et il s'agit vraisemblablement d'une conséquence du plan de stabilisation de 1963 et des nombreuses restructurations qui l'accompagnent: on abandonne alors la volonté de couvrir le marché national et les grands choix industriels correspondants qui allaient dans le sens d'une forte

GRAPHIQUE 7: TAUX DE COUVERTURE APPARENT DU MARCHÉ INTÉRIEUR

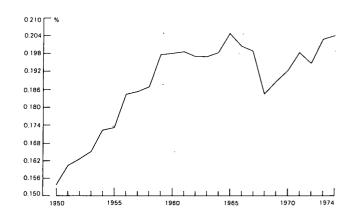


autonomisation; c'est, au contraire, la recherche d'une bonne spécialisation internationale, des « créneaux » intéressants, le contrôle des filières décisives qui deviennent progressivement, puis de plus en plus rapidement, l'axe du développement industriel et économique du pays.

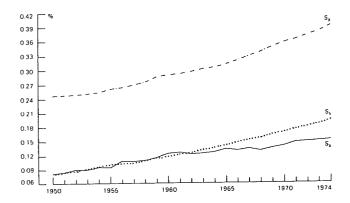
Graphique 8 : Répartition des effectifs de la branche « biens d'équipement » par grandes sections (S_1, S_2, S_3)



Graphique 9 : Effectif (%) de la section exportatrice (S_3) Appartenant a la branche « biens intermédiaires »



Graphique 10 : Effectif (%) des grandes sections (S₁, S₂, S₃) Dans les activités tertiaires (services-commerces)



Passé un certain seuil dans cette direction, l'internationalisation du système productif devient un phénomène pratiquement irréversible, auto-entretenu: les biens de production devenant largement tributaires de l'approvisionnement extérieur, toute augmentation de la production entraîne derechef une augmentation au moins proportionnelle des importations et donc la nécessité d'exporter pour éviter un déséquilibre de la balance commerciale. A ce stade, l'aptitude à la croissance passe par l'aptitude à exporter, politique économique et conquête des marchés extérieurs deviennent de plus en plus étroitement liées. Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas là d'un phénomène ancien: cette nouvelle modalité de fonctionnement date de la deuxième moitié des années soixante, elle a dix ans. A la contrainte de réalisation de la période précédente est substituée la contrainte de compétitivité, c'est-à-dire de rentabilité; plus exactement, alors que jusque-là rentabilité et réalisation se complétaient en ce sens que toucher à l'une avait des conséquences immédiates et déterminantes sur l'autre, ces contraintes se sont progressivement disjointes, le lien qui les rendait étroitement interdépendantes s'est largement relâché au niveau national. Il est d'ailleurs notable que, jusque dans cette deuxième moitié des années soixante, les grands thèmes et outils des analyses et commentaires économiques étaient, pour le Plan (moyen terme), le tableau d'échanges interindustriels et la politique contractuelle des revenus, pour le court terme les grands ajustements (« l'offre et la demande »); ils devenaient ensuite, pour le moyen terme, le redéploiement et la place dans les échanges internationaux, et pour le court terme la rentabilité des entreprises françaises.

Ce nouveau mode de fonctionnement, qui n'est pas propre à la France, implique l'organisation de l'espace économique mondial pour la circulation des capitaux, les institutions et circuits financiers correspondants, de même qu'un système de fixation des parités monétaires ad hoc. Il fait apparaître un hiatus de plus en plus important entre l'espace économique, mondial, et des espaces politiques encore principalement confinés aux nations.

Dans ce nouveau champ de fonctionnement et d'échanges, comment se présente l'économie française analysée dans un système sectionnel ?

Nous avons déjà constaté les faits suivants :

- la section des biens d'équipement a toujours été structurellement beaucoup plus internationalisée que celle des biens de consommation. C'est également celle qui s'internationalise le plus rapidement après 1958;
- dans la section des biens de consommation, la sous-section intermédiaire amont est la plus internationalisée. C'est elle également qui connaît un mouvement d'internationalisation très rapide à partir de 1966. On n'observe pas la même accélération dans la partie finale (ce qui s'explique en bonne partie par l'importance croissante des activités tertiaires intérieures qui lui sont liées, il convient de le rappeler).

A ces deux observations importantes, il est possible d'en ajouter une autre⁹ : dans la section des biens d'équipement, la partie la plus internationalisée (c'est-à-dire au taux de couverture le plus bas) est celle qui produit des biens d'équipement pour la section des biens d'équipement (S_1). L'écart est important (avec S_1 : biens

^{9.} Cf. S. E. E. F., série orange, n° 35, p. 22, graph. 18.

d'équipement pour biens de consommation) et ne cesse de se creuser à partir de 1958.

En conclusion, plus on s'enfonce dans le cœur du système productif, plus l'internationalisation est importante, et plus aussi elle s'accentue après chaque phase décisive (1958, puis 1966). Dans la section des biens de consommation, c'est la sous-section intermédiaire amont qui est la plus internationalisée et s'internationalise le plus vite; dans celle des biens d'équipement, déjà plus internationalisée que celle des biens de consommation, c'est la fraction produisant pour elle-même (biens d'équipement pour biens d'équipement) qui l'est et le devient le plus. Le noyau productif intégré proprement français est donc beaucoup plus restreint que ne le laisserait supposer une simple évaluation du poids global des échanges extérieurs dans l'économie française; c'est également lui qui se rétrécit le plus rapidement et subit le plus vivement les grands choix de la politique économique extérieure.

S'agissant de la nature des exportations, plusieurs

remarques peuvent être faites.

— En premier lieu, le plus important : la section exportatrice (S₃) est la plus lourde de toute l'économie. Cela est vrai quel que soit l'indicateur utilisé (capital par tête, composition-travail, investissement par unité produite). Les exportations françaises ne concernent pas le panier moyen du Français mais des produits « lourds », qu'il s'agisse de la fraction la plus « moderne » de la fabrication, de biens d'équipement, intermédiaires, ou de consommation, ou qu'il s'agisse de la partie la plus capitalistique de ces activités, ou enfin d'un mélange de ces deux possibilités.

Ce caractère ne fait que s'accentuer, du moins jusqu'en 1962. L'écart se creuse alors de plus en plus entre la section exportatrice et le reste de l'économie. On est donc fondé à penser que pendant cette période se précisent les caractéristiques essentielles des exportations françaises, leur spécialisation dans les produits « lourds », en particulier dans les biens intermédiaires. C'est ce que confirme sans équivoque le graphique 9 qui montre que la branche des « industries intermédiaires » (au sens classique de la Comptabilité nationale en onze branches-secteurs) prend un poids (direct et indirect) rapidement croissant dans les exportations jusqu'en 1960, se stabilisant alors à un niveau élevé. La chute de

1965-68 renvoie à la restructuration d'alors dans ce secteur clé de l'autonomisation économique antérieure.

— La branche « biens d'équipement », qui est la plus dynamique de l'économie française, voit croître également rapidement sa part dans les exportations françaises, avec une accélération très visible à partir de 1966, qui marque donc bien un renversement. De ce fait, alors que la croissance de cette branche vitale était jusque-là fondée principalement sur le développement du marché intérieur, essentiellement l'investissement national dans la section S₂, elle devient avant tout tributaire des marchés extérieurs (S₃) après 1966, comme le montre clairement le graphique 8.

La confrontation entre les principaux résultats de l'analyse des imports et des exports conduit à proposer l'idée suivante : d'un côté, les importations touchent très fortement et structurellement le cœur du système productif, plus particulièrement la section des biens d'équipement, et plus encore des biens d'équipement pour biens d'équipement, et ce phénomène ne fait que s'accentuer avec l'extraversion de l'économie française; de l'autre côté, les exportations sont caractérisées par leur lourdeur relativement aux autres fractions de l'économie; en conséquence, le type d'échanges qu'entretient l'économie française tend, dans chaque phase d'internationalisation croissante, à alourdir le cœur du système productif, essentiellement la section des biens d'équipement, et crée donc une tension macroéconomique vive, celle-là même qui résulte de l'alourdissement de S1. On observe de fait cet alourdissement, tendanciellement, pendant la période 1956-62, du fait de la spécialisation accrue des exportations françaises vers les biens intermédiaires, puis à partir de la fin des années soixante, avec le développement spectaculaire des exportations (et des importations), l'internationalisation accélérée de l'économie française.

IV. Tentatives d'interprétation et conclusion

1. Remarque méthodologique

Certains des raisonnements conduits dans cette étude peuvent paraître déroutants. Il faut prendre la mesure de la méthode sectionnelle : en liant étroitement production et réalisation par le biais même du mode de découpage choisi, elle est une analyse de la reproduction macroéconomique. C'est une différence fondamentale avec l'analyse en secteurs ou en branches : celle-ci, en regroupant les activités économiques selon leur « nature », croisée avec certains modes de fractionnement du capital (entreprise, établissement), spécifie un moment particulier du cycle économique, l'acte productif. L'analyse sectionnelle, telle qu'elle est proposée ici, s'efforce de saisir l'ensemble de la boucle productionréalisation en regroupant les activités productives selon leur usage et leurs usagers. Il y a donc une différence de nature avec les concepts de secteurs et branches : le passage de l'analyse de la production à celui de la reproduction. C'est le fait de saisir ainsi par construction l'ensemble d'un cycle production-réalisation qui rend les analyses et les commentaires délicats, facilement elliptiques, surtout lorsqu'ils demeurent intuitifs, comme cela reste souvent le cas ici.

En outre, il s'agit d'une « première » sur le plan statistique. C'est dire qu'elle a souffert de toutes les maladresses d'une approche méthodologique difficile, lourde à mettre en œuvre, avec un appareil statistique mal approprié. Si les résultats « lourds » ne me paraissent pas pour autant contestables, il peut en aller autrement des résultats plus « légers » dont l'interprétation est délicate et la fiabilité statistique difficilement mesurable. Il faut donc considérer les résultats exposés cidessus, les analyses qui en sont issues, avec du recul, de la circonspection, comme un exercice exploratoire souvent tâtonnant, parfois périlleux.

2. Les changements de régimes d'accumulation

Nous avons pu observer trois phases bien typées dans l'évolution de l'accumulation en France depuis 1950.

De 1956 à 1968 environ s'établit un nouveau régime d'accumulation (dit « régime central d'après-guerre ») caractérisé par une extension plus rapide de la section des biens d'équipement; un alourdissement constant de la section des biens de consommation qui se traduit par une accumulation forte et de type intensif assurant une extension vive et régulière des débouchés de \overline{S}_1 : une croissance rapide des activités tertiaires de type « services-commerces » accompagnant l'élargissement général des espaces économiques, des échanges et la transformation des conditions de production; une structure de prix relatifs apparemment favorable à cette évolution. Enfin, dernière caractéristique, et non la moindre : au contraire de la section des biens de consommation, celle des biens d'équipement ne connaît pas d'alourdissement tendanciel.

Pendant la deuxième moitié des années soixante des flottements apparaissent de plus en plus nettement dans le fonctionnement du régime d'accumulation et à partir du début des années soixante-dix, des signes clairs attestent qu'on en sort sans qu'il soit possible de caractériser aisément les nouvelles modalités macroéconomiques de l'accumulation 10. Il est vrai qu'on assiste progressivement à une certaine égalisation des conditions de production, et de valorisation du capital, entre l'une et l'autre section qui semble, a priori, intuitivement, moins favorable à la poursuite du régime d'accumulation précédent : l'égalisation des conditions de valorisation du capital (autant que nos indicateurs puissent permettre d'en juger), de la lourdeur (composition-travail ou capital par tête ou taux d'investissement), joue dans le sens d'un affaiblissement de la dynamique antérieure. La fin (ou une pause durable) de l'alourdissement tendanciel régulier de la section 2 se traduit nécessairement par une restriction, relative mais importante, des débouchés de la section 1, donc un problème général de l'accumulation (et en conséquence, à terme,

^{10.} Les séries statistiques ici disponibles ne sont pas suffisamment longues (il faudrait aller au moins jusqu'en 1978) pour essayer de caractériser les nouvelles formes de l'accumulation sans risque élevé d'erreur.

d'opportunité d'investir). Certes, le relais assuré par l'accumulation dans les parties exportatrices de l'économie n'est pas négligeable, mais les proportions sont telles qu'il ne saurait constituer un véritable substitut, d'autant que la structure des échanges extérieurs fran-

çais ne le permet pas.

Il est facile de comprendre que tout changement de régime d'accumulation est très délicat, et nécessairement l'occasion d'une crise de mutation, période troublée pendant laquelle un certain nombre de mécanismes de réadaptation, de nouvelles formes de régulation, doivent être mis en place. Surmonter ces difficultés n'est pas aisé, et les tensions conséquentes ont toute chance de se traduire par une ou plusieurs phases récessives, qui font partie intégrante des mécanismes de réadaptation, ainsi que par de très fortes tensions inflationnistes, traduisant l'ajustement délicat des normes de formation des revenus aux nouvelles conditions de la croissance.

C'est ce que l'on observe effectivement dans l'après-1956: accélération rapide de l'inflation, récession de 1959-60, difficultés pour « contrôler » l'inflation ensuite; il convient de souligner à ce dernier propos que le problème de l'inflation était d'autant plus délicat que le nouveau régime d'accumulation était devenu structurellement inflationniste. De même assiste-t-on à de grandes difficultés lors de la deuxième mutation de « l'après-1968 ». Inflation accélérée d'abord, « crise » enfin, qui en est peut-être moins la conséquence que la traduction des faiblesses d'une économie encore non « réadaptée », peu apte à encaisser des chocs importants.

Une deuxième série d'observations doit être relevée : les transformations du régime d'accumulation sont accompagnées de mutations également importantes dans l'insertion économique internationale. Cela est vrai des premières transformations de l'après-1956, comme de celles de l'après-1968. Mais, si dans le premier cas, après-1956, il apparaît clairement que c'est le changement de régime d'accumulation qui a imposé la mutation institutionnelle et économique ultérieure, qui s'est traduite par l'ouverture du Marché commun, le relâchement des liens coloniaux, l'extension des échanges communautaires, les choses sont plus floues dans la deuxième moitié des années soixante : il est difficile de savoir si c'est l'infléchissement du régime d'accumulation qui a entraîné la transformation et l'extension des

échanges extérieurs, ou l'inverse. Au vu des divers indicateurs disponibles et de ce que l'on peut connaître de la politique économique de l'époque, il semble que la première hypothèse soit plutôt la bonne, mais doive être associée à l'idée d'un choix économique fondamental. On ne peut, évidemment, s'étonner que chacune de ces phases de transformation des rapports de l'économie française avec l'extérieur ait été accompagnée d'un réajustement monétaire visant, au-delà des péripéties momentanées les ayant apparemment provoquées, à faciliter l'adaptation de l'économie française, et surtout de son appareil de production intérieur, ainsi que son fonctionnement global; c'est cette deuxième rupture, celle de la deuxième moitié des années soixante et des années ultérieures, qui est la plus décisive : elle distend rapidement ce lien, projette définitivement l'économie française dans le champ international et la restructure en conséquence en profondeur, transforme fondamentalement l'élaboration comme le rôle des instruments de la politique économique, et par contrecoup les conditions générales de l'accumulation.

3. Quelques interrogations à propos des changements de régime d'accumulation

Les origines de la première phase de transformation dans la dynamique de l'accumulation à partir de 1956 sont assez faciles à interpréter. Elle est fondée essentiellement sur l'extension du mode de production capitaliste et ses conséquences, l'intensification capitalistique, à l'ensemble des activités économiques. Ces transformations touchent essentiellement la section 2 des biens de consommation, pour des raisons faciles à comprendre : d'une part, extension du régime du salariat dans les activités de services, de commerce, de construction, de transformation, mécanisation de l'agriculture et transformation des produits agricoles, etc.; d'autre part, évolution rapide et fondamentale des modes de vie, de l'habitat, des formes de regroupement (urbanisation), des transports, de la « norme de consommation » (« société de consommation ») qui renvoie à cette extension du régime du salariat, les deux mécanismes fonctionnant de pair, s'appuyant l'un l'autre. Ce moteur à double carburation (transformation de la norme de consommation et de la norme de production) a exercé un effet dynamique puissant sur l'économie française par le biais d'une extension rapide et régulière de la sphère capitaliste aux activités concourant à la reproduction de la force de travail et à la consommation en général, qui permettait un accroissement substantiel et permanent de la plus-value relative, freiné toutefois fortement par le développement corollaire important des activités non directement productives liées à l'extension géographique et industrielle des échanges, des espaces économiques, à la transformation des conditions de production et de l'organisation du travail (services de conception, d'organisation, administratifs, domestiques, transports, commerces, télécommunications, etc.).

Ces mécanismes ont pu fonctionner de façon dura-

ble en raison:

— des performances remarquables de la section des biens d'équipement qui a pu accroître sa productivité au même rythme que la section des biens de consommation, mais sans s'alourdir pour autant (à compositiontravail à peu près constante);

- de modalités de formation des revenus du travail assurant une progression constante du pouvoir d'achat des salaires sans que soit remise en cause par les organisations de travailleurs la transformation des modes de vie et des conditions de production. La primauté de fait accordée par les organisations syndicales aux revendications salariales, l'acceptation générale des formes de mobilité de la force de travail correspondantes (disparition d'une bonne partie des professions de l'artisanat, du petit commerce, émigration rurale, immigration de main-d'œuvre étrangère affectée aux tâches les plus ingrates), des changements corollaires des modes de vie, permettaient le fonctionnement de ce processus tant du point de vue de la formation des revenus (élévation nécessaire du pouvoir d'achat pour réaliser la production croissante de la section des biens de consommation) que de la mobilité correspondante des travailleurs et des conditions nouvelles d'existence. Ce n'est qu'à partir de 1968 qu'apparaît un infléchissement progressif des actions revendicatives syndicales, qui ne se limitent plus aux revendications salariales mais abordent de manière de plus en plus systématique les problèmes des conditions de travail, de la hiérarchie de la mobilité géographique et professionnelle, des modes de vie, etc. :

— d'un système de prix relatifs <u>a priori</u> favorable à l'extension plus rapide de la section \overline{S}_1 .

En outre, le simple fait que l'accumulation soit principalement et régulièrement le fait de la section 2 constitue un puissant facteur de stabilisation économique en raison de la rigidité relative de la consommation. Elle assure un débouché plus régulier et sûr que les activités des biens d'équipement, qui ont tendance à amplifier les fluctuations de l'investissement, ou exportatrices, soumises aux aléas incessants de la concurrence internationale. La remarquable stabilité de la croissance française d'après-guerre trouverait ainsi sa source dans la régularité de la transformation (et de l'alourdissement) de la section 2 et de la progression du pouvoir d'achat des salaires (cf. les thèses de R. Boyer dans ce même numéro).

Enfin, dernier point non négligeable, pendant la période de fonctionnement du régime central d'accumulation d'après-guerre, dès lors que le relèvement permanent du pouvoir d'achat des salaires est chose admise, la seule limite à la croissance est celle de la population active. En d'autres termes, la tendance fondamentale est au plein-emploi, tandis que la croissance bute essentiellement sur les gains de productivité. C'est une caractéristique importante de la période en question.

Nous avons pu proposer un certain nombre d'observations ou d'hypothèses pour comprendre et interpréter l'origine du changement de régime d'accumulation apparu dans la deuxième moitié des années soixante. Il n'est cependant pas aisé, au-delà du constat d'ensemble. de trancher dans la multiplicité des interprétations possibles. Il est toujours possible de l'attribuer à la diminution des prix relatifs des biens d'équipement, qui ne favorise plus la croissance relative de la section S₁, à la première phase d'internationalisation (Marché commun), qui touche plus particulièrement la partie avale de cette section, mais encore faudrait-il l'établir de manière plus sûre. De même avons-nous attiré l'attention sur les liens entre grandes filières de production et sections productives, un certain alourdissement de la filière métallurgique ayant touché plus particulièrement la section 1 en fin de période. Il reste que l'observation essentielle qui demeure est la coïncidence entre la nouvelle phase d'internationalisation rapide qui démarre dans la deuxième moitié des années soixante, et affecte

plus spécialement l'ensemble des activités intermédiaires, et la fin du régime d'accumulation précédent. Il est difficile de dire en quoi ce choix est contraint, conséquence d'un affaiblissement du régime d'accumulation antérieur, ou délibéré, et à l'origine de ce changement. Je penche plutôt vers la deuxième interprétation, mais elle doit être sérieusement nuancée. Quoi qu'il en soit, cette évolution, apparemment à l'opposé de la dynamique antérieure, est en même temps dans son strict prolongement. Elle est à l'opposé parce qu'elle conduit à rompre le caractère principalement national et intérieur de la dynamique économique précédente. Elle est néanmoins dans son prolongement parce qu'elle poursuit, au niveau mondial, le mouvement passé. L'économie française s'était nationalisée sous la houlette d'un capitalisme en extension rapide dans le pays, avec pour conséquences la circulation élargie des marchandises et la généralisation des normes de production capitalistes; c'est le mouvement d'extension de l'espace de circulation des marchandises et du capital qui se poursuit dans l'internationalisation. Cela engendre la spécialisation de l'économie française et la nécessité progressive d'un nouvel ordre international, d'une nouvelle division mondiale du travail. L'autonomisation de l'économie française jusqu'en 1966-68 reposait ainsi sur des mécanismes qui en rendaient la fin inéluctable, du moins dans le cadre du système capitaliste. Mais cette prolongation-négation de la phase précédente devait avoir des conséquences importantes.

4. Quelques conséquences de la fin du régime central d'accumulation d'après-guerre

La conséquence essentielle de l'internationalisation de l'économie française et de la fin du régime central d'accumulation d'après-guerre est l'affaiblissement rapide des liens étroits existant jusque-là entre fonctionnement du système productif et régulation économique d'ensemble. Le système productif s'autonomise; le lien taux de profit-taux de salaire se relâche; la croissance ne vient plus buter sur la disponibilité de la maind'œuvre et les gains de productivité mais sur l'« aptitude à exporter »; l'économie française devenant un département de l'économie mondiale, il n'y a plus de projet « national », vieux rêve gaullien, mais simple-

ment une place à prendre dans la division internationale du travail, un « défi » à relever : le problème n'est plus « quelle société », « que faire », « comment améliorer la vie », « vivre et travailler au pays », etc., mais comment atteindre le « peloton de tête » (Giscard), ou « travailler, épargner, exporter, le reste n'est que bavardages » (Barre).

Cette mutation profonde de l'économie française entraîne, outre la perte de l'indépendance nationale, de très nombreux problèmes.

Tout d'abord, l'internationalisation de la contrainte qui liait jusque-là taux de profit et taux de salaire à travers le système productif analysé en sections fait rentrer dans une phase nouvelle : la politique économique a moins pour objet de permettre le respect de cette contrainte que de favoriser le « redéploiement » industriel. Il s'agit donc de pousser la rentabilité et les profits, et de freiner autant qu'il est possible les salaires. La politique macroéconomique tend à devenir une simple politique, micro-économique, de réduction des coûts. Cela entretient et renforce le mouvement et ses aspects déflationnistes puisque, les débouchés ne croissant pas suffisamment vite à l'intérieur, il devient nécessaire de les rechercher toujours plus à l'extérieur. La conséquence en est une accélération de l'internationalisation, de la spécialisation des pays, de la multinationalisation des firmes, et en fait une nouvelle phase impérialiste de lutte entre les puissances pour la conquête des nouveaux marchés (industrialisation des pays « sous-développés », etc.), pour le contrôle des grandes filières de production. Or, dans cette nouvelle guerre impérialiste, principalement (mais pas uniquement) économique, la France n'occupe pas une position très favorable. Je n'évoque pas ici les conditions politiques, géographiques, économiques habituelles de jugements émis sur le « sousimpérialisme » français, mais un aspect de la nature sectionnelle des échanges extérieurs français. Comme déjà indiqué, la France est relativement spécialisée dans les exportations « lourdes » (en intensité capitalistique) et importe une proportion relative importante, et de plus en plus, de biens d'équipement. Le résultat, c'est que l'augmentation des échanges, la croissance tant désirée et facilitée des exportations, tendent en permanence à alourdir la section des biens d'équipement et donc à constituer un frein à la croissance, du moins à

une croissance durable de ce type¹¹. C'est évidemment un problème délicat lorsque l'essentiel de la croissance économique devient tributaire des échanges extérieurs... Il y a là pour la France une difficulté de fond, qui lui est spécifique. Il conviendrait d'examiner ce qu'il en est

dans les autres pays.

Deuxième implication importante : si l'économie française devient largement tributaire de ses échanges avec l'extérieur et de son aptitude à prendre une place « heureuse » dans la répartition internationale des activités, cela implique une restructuration fondamentale de l'appareil de production conforme aux choix de spécialisation internationale et à la redistribution permanente des cartes entre les puissances, États ou firmes. Or cette deuxième phase de l'extension des normes de consommation et de production à l'échelle mondiale implique un affrontement social d'un autre type que celui de la première phase. Jusque-là, en effet, les couches touchées et chassées de leur emploi étaient celles des paysans, petits commercants, artisans surtout dans les régions rurales, tandis que les couches ouvrières étaient en partie neutralisées par l'augmentation du pouvoir d'achat, le plein-emploi qui permettait un reclassement relativement aisé, la dévolution des tâches les plus pénibles à des travailleurs étrangers sans droits électoraux. Or cette deuxième phase de restructuration longue touche avant tout la population ouvrière et les régions industrielles : à la désertification de la Lozère succède la désertification de la Lorraine! Cette nouvelle mutation suppose donc un affrontement avec la classe ouvrière d'autant plus délicat que n'existent plus les moyens, d'une part, du plein-emploi permettant d'assurer un minimum de reconversion, d'autre part de la progression régulière du pouvoir d'achat fixant largement les revendications des salariés et leur acceptation plus ou moins tacite des transformations de la société capitaliste. Les organisations syndicales, ainsi dépouillées de leur objet revendicatif principal, et encore insuffisamment préparées aux nouveaux terrains, et surtout aux nouveaux enjeux, de la lutte des classes, sont dans un certain désarroi. Une bataille importante se déroule qui ne tourne guère, pour l'instant du moins, à l'avantage du mouvement ouvrier.

Troisième point grave : l'emploi. Le régime central

d'accumulation d'après-guerre se traduisait par un lien étroit entre taux de profit et taux de salaire, conséquence des proportions correspondantes dans le système productif entre section 1 et section 2 et de leur évolution. Dès lors que la politique économique était capable de comprendre cette contrainte et de la respecter, autant que faire se pouvait, le butoir principal à la croissance était, nous l'avons dit, la disponibilité de main-d'œuvre, et donc également l'aptitude à dégager des gains de productivité. Mais l'assimilation d'une main-d'œuvre nouvelle, même en grand nombre (rapatriement des Français d'Algérie, par exemple), n'était pas une tâche insurmontable. Politiques de plein-emploi, d'optimisation de la croissance, des profits, de hausse du pouvoir d'achat salarié, coïncidaient en définitive assez harmonieusement. La politique de plein-emploi relevait donc de l'intérêt de tous. La mutation provoquée par l'internationalisation de l'économie française distend progressivement ces liens, rend contradictoires ces diverses politiques, de sorte qu'il devient nécessaire de choisir entre plein-emploi, croissance, hausse du pouvoir d'achat, profits. La politique simple, celle du gouvernement Barre en particulier, de réduction des coûts n'est plus compatible avec le plein-emploi : elle l'est avec l'expansionnisme extérieur, la restructuration industrielle. la nouvelle donne internationale, la départementalisation de la France. Jusque-là, la section des biens d'équipement créait bon an mal an les postes nécessaires au plein-emploi; désormais, c'est à la section exportatrice d'assurer, dans des conditions ô combien plus précaires. cette fonction. En effet, il n'y a plus ni la même optimisation harmonieuse possible des diverses politiques ni la même stabilité engendrée par le régime d'accumulation précédent. L'emploi dépend apparemment de l'extension des débouchés extérieurs et non intérieurs, c'est-à-dire de la compétitivité de nos entreprises et de leur expansionnisme, donc de la réduction générale des coûts. Le redéploiement implique une restructuration en profondeur beaucoup plus massive, et permanente, touchant cette fois-ci en premier lieu les bassins ouvriers et industriels : le chômage dit « structurel » (ou de reconversion) ne peut qu'augmenter sensiblement. Seule une poussée sans précédent des exportations peut permettre d'éponger au moins particulièrement le chômage; mais cela suppose une réduction aiguë des « coûts » et donc interdit une véritable redistribution intérieure des résul-

^{11.} Je laisse de côté le problème central de l'énergie qui renforce encore largement ces raisonnements.

5. En guise de conclusion

Etrange, dira-t-on peut-être, une contrainte forte saute à la fin des années soixante, celle de la croissance sectionnelle qui liait étroitement l'évolution du système productif et le fonctionnement macroéconomique, et voilà que semble prendre force une contrainte bien plus grande encore, liée à l'insertion internationale de l'économie française. Mais, après une phase de réadaptation nécessairement un peu longue et tâtonnante, l'économie française (et l'économie mondiale) ne va-t-elle pas retrouver tout son dynamisme passé, un deuxième souffle?

Tout d'abord, il ne faut pas sous-estimer l'ampleur des reconversions « nécessaires » ni leur relative permanence, compte tenu de leur caractère mondial, ni les conséquences économiques, politiques, des différences importantes dans l'insertion internationale des divers

En deuxième lieu, la dynamique qui avait présidé à l'établissement du régime d'accumulation de l'aprèsguerre en France, mais aussi à mon sens en R. F. A. et au Japon, s'est effectivement non pas éteinte mais affaiblie et ne saurait être retrouvée avec quelque ampleur que dans quelques pays du « tiers monde » en nombre encore très limité. Pour être rétablie en France, il faudrait des bouleversements politiques très importants, et dans une large mesure, contradictoires avec ce mode d'accumulation, le principe même de l'accumulation capitaliste.

Enfin, dernière remarque, la plus importante : la contrainte sectionnelle reliant taux de salaire réel et taux de profit à travers les conditions de production semble avoir disparu dans chaque pays, remplacée par la fameuse contrainte « extérieure ». De ce fait, gouvernement et patronat semblent n'avoir qu'une aspiration : organiser l'ensemble de l'économie et des rapports sociaux pour desserrer cette « contrainte extérieure ». La tentation est d'autant plus grande que l'internationalisation élevée et croissante de l'économie donne le sentiment aux divers centres de pouvoir nationaux que seule une politique de réduction des coûts peut répondre aux nouvelles difficultés. Malheureusement, ces intuitions et les politiques qu'elles fondent sont erronées. L'internationalisation de l'économie ne supprime en rien

tats de cette évolution éventuelle; qui ne peut que renforcer la nécessité de rechercher les débouchés audehors, donc l'internationalisation de l'économie, dont on a vu qu'elle ne se produisait pas dans des conditions générales favorables pour la France et qu'elle impliquait une restructuration profonde des échanges, précisément génératrice de chômage, etc. Il apparaît ainsi clairement que les mécanismes favorables au plein-emploi du régime d'accumulation précédent ont sauté dans cette nouvelle phase d'internationalisation de l'économie qui entraîne une augmentation du chômage, l'entretient, et en rend la régression peu vraisemblable (dans le cas français), instable, soumise aux contraintes redoutables de la concurrence internationale. Le problème de la hausse des prix vient lui aussi buter sur la contrainte extérieure : s'il est vrai que le régime central d'accumulation d'après-guerre était structurellement inflationniste, son abandon progressif, les réajustements importants qu'il exigeait, provoquaient une accélération de l'inflation en France et dans les pays connaissant une évolution proche; le niveau de hausse des prix devenait ensuite beaucoup plus fonction des positions économiques internationales des différents pays, de leur conséquences sur les monnaies, les termes de l'échange, et des politiques économiques correspondantes.

Dernière remarque: cette nouvelle phase de l'extension de la circulation des marchandises et avec elle des normes de consommation et de production n'a pas pour conséquence un infléchissement de la croissance des activités tertiaires relativement au reste de l'économie. Elles représentent ainsi un poids qui va croissant dans la mesure où les gains de productivité y sont nettement inférieurs à ceux obtenus dans les activités directement productives de l'industrie ou de l'agriculture. Cela n'était qu'un handicap mineur dans la phase précédente, nationale, parce que ces activités jouaient également un rôle important dans la réalisation de la production. Avec la nouvelle politique de simple réduction des « coûts », leur poids devient de plus en plus un enjeu, leur diminution relative un objectif. La révolutionnarisation des activités tertiaires, la transformation progressive des employés en ouvriers, la parcellisation du travail intellectuel de conception, d'organisation et d'administration, deviennent des nécessités, rendues possibles, en tout cas accessibles, grâce à l'informatique. C'est l'une des clés des années à venir.

la contrainte sectionnelle: elle ne fait que l'internationaliser en la faisant dépendre non plus seulement des conditions de production dans les sections nationales, mais également des conditions de l'échange et des conséquences de la division internationale du travail sur le système productif des pays concernés. En d'autres termes, il n'y a pas disparition d'une contrainte (sectionnelle) au profit d'une autre (extérieure) mais apparition (ou plus exactement exacerbation) d'une nouvelle contrainte qui vient s'ajouter à l'autre12. La tendance est dans chaque pays à donner la priorité à la plus apparente de ces difficultés, la contrainte extérieure. Un instrument essentiel de la régulation et du « miracle » économique antérieur disparaît alors, à moins que les principaux pays capitalistes ne se dotent des moyens institutionnels de gérer de nouveau cette contrainte, non seulement dans chaque pays, mais encore à un niveau combien plus délicat, politiquement et économiquement, à l'échelle de l'économie capitaliste mondiale.

C'est un des enjeux des grandes manœuvres et des apparences de négociations planétaires actuels. Le recours général aux politiques dites « libérales » pour s'en sortir est une des pratiques les plus dangereuses qui soit en ce domaine. Les pays demeurés les plus autonomes (U. S. A.) peuvent s'en sortir un peu moins mal que d'autres, de même que ceux bien placés dans la nouvelle division internationale du travail (R. F. A., Japon), ou certains pays encore faiblement industrialisés. Quel nouveau bloc impérialiste, et de quelle manière, arrivera à imposer sa loi et son mode de gestion de cette contrainte au niveau mondial? C'est l'objet de la grande bataille économique actuelle.

^{12.} Globalement, le système économique ne jouit pas d'un degré de liberté de plus, mais, à l'inverse, il en a perdu un.